n° 262
21 décembre
2018

Pages 6753
à 6818

UNIVERSITÉ DE LA ROCHELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le recueil des actes administratifs est consultable au bureau 212 (Technoforum, 23 avenue Albert Einstein, BP 33060, 17031 LA ROCHELLE), ainsi que sur le site internet de l'université (https://www.univ-larochelle.fr/luniversite/infos-statutaires-et-reglementaires).

TABLE DES MATIÈRES

DÉLIBÉRATIONS..... 6756

Délibération n° 2018-12-17-2-1-1 : Budget initial de l'exercice 2019 – Tableau n° 1 a d'autorisation des emplois..... 6756

Délibération n° 2018-12-17-2-1-2 : Budget initial de l'exercice 2019 – Tableau n° 1 b des emplois.....6758

Délibération n° 2018-12-17-2-1-3 : Budget initial de l'exercice 2019 – Tableaux n° 2 des autorisations budgétaires..... 6760

Délibération n° 2018-12-17-2-1-4 : Budget initial de l'exercice 2019 – Tableau n° 4 de l'équilibre financier 6763

Délibération n° 2018-12-17-2-1-5 : Budget initial de l'exercice 2019 – Tableaux n° 6 de situation patrimoniale (budget principal, budget de la fondation et budget agrégé).....6765

Délibération n° 2018-12-17-2-1-6 : Budget initial de l'exercice 2019 – Tableaux n° 9 des opérations pluriannuelles..... 6769

Délibération n° 2018-12-17-2-1-7 : Campagne d'emplois 2019.....6775

Délibération n° 2018-12-17-2-2 : Modification du tarif du diplôme d'université (DU) Médiation et règlement des conflits (MRC).....6788

Délibération n° 2018-12-17-2-3 : Modification de la modalité de prise en compte de l'équivalence TD/TP pour les enseignants et enseignants-chercheurs contractuels de l'université.....6788

Délibération n° 2018-12-17-2-4 : Proposition d'admissions en non-valeur.....6789

Délibération n° 2018-12-17-3-1 : Capacités d'accueil en première année de licence.....6789

Délibération n° 2018-12-17-3-2 : Capacités d'accueil en deuxième cycle.....6791

Délibération n° 2018-12-17-4-1 : Désignation par voie de tirage au sort d'un représentant des enseignants-chercheurs du conseil d'administration de l'université de La Rochelle pour siéger en qualité de représentant titulaire du personnel dans le groupe 3 (personnels des bibliothèques et musées) catégorie C de la commission paritaire d'établissement (CPE).....6793

ARRÊTÉS..... 6795

Arrêté n° 2018-677 du 10 décembre 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Cyrille Barthélémy).....6795

Arrêté n° 2018-678 du 10 décembre 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Annaïg Rabah).....6796

Arrêté n° 2018-690 du 11 décembre 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Grâce Kraska).....6798

Arrêté n° 2018-691 du 11 décembre 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Vincent Courboulay).....6799

Arrêté n° 2018-692 du 7 décembre 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Mickaël Gouin).....6801

Arrêté n° 2018-704 du 11 décembre 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Jean-Marc Wallet)....6802

Arrêté n° 2018-705 du 12 décembre 2018 fixant la liste des organisations syndicales de fonctionnaires habilitées à désigner des représentants du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) ainsi que la répartition des sièges auxquels elles ont droit....6803

Arrêté n° 2018-706 du 12 décembre 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Laurent Hugot)....6804

Arrêté n° 2018-707 du 13 décembre 2018 portant nomination des jurys de délivrance du diplôme universitaire de technologie spécialité génie biologique....6806

Arrêté n° 2018-708 du 13 décembre 2018 portant nomination des jurys de délivrance du diplôme universitaire de technologie spécialité génie civil – construction durable....6807

Arrêté n° 2018-709 du 13 décembre 2018 portant nomination des jurys de délivrance du diplôme universitaire de technologie spécialité informatique....6807

Arrêté n° 2018-710 du 13 décembre 2018 portant nomination des jurys de délivrance du diplôme universitaire de technologie spécialité réseaux et télécommunications....6808

Arrêté n° 2018-711 du 13 décembre 2018 portant nomination des jurys de délivrance du diplôme universitaire de technologie spécialité techniques de commercialisation....6809

Arrêté n° 2018-712 du 19 décembre 2018 portant proclamation des résultats des élections au conseil de l'institut universitaire de technologie (IUT) du 18 décembre 2018....6809

Arrêté n° 2018-713 du 19 décembre 2018 portant désignation des représentants de l'établissement et des représentants du personnel à la commission paritaire d'établissement (CPE) de l'université de La Rochelle....6814

Arrêté n° 2018-714 du 19 décembre 2018 portant abrogation de la délégation de signature en matière financière n° 2017-525 (Yonghae Kwon)....6817

DÉLIBÉRATIONS

Délibération n° 2018-12-17-2-1-1 : Budget initial de l'exercice 2019 – Tableau n° 1 a d'autorisation des emplois

Séance du 17 décembre 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-3, L. 719-4, L. 719-5, L. 719-6, R. 719-51 et suivants,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 21 voix pour, 2 voix contre, 2 abstentions,

APPROUVE le tableau d'autorisation des emplois du budget initial 2019, présenté dans le document annexé à la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 17 décembre 2018.

Le président

Jean-Marc Ogier

TABLEAU 1a
Tableau des emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DELIBERANT

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (=a+b)	Unité
Autorisation d'emplois rémunérés par l'établissement				ETP
Autorisation d'emplois rémunérés par l'établissement	**699,47**	**248,56**	**948,03**	ETPT

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond doit correspondre au plafond notifié par le responsable du programme chef de file de l'Etat en conformité avec le plafond d'emploi législatif du programme

Délibération n° 2018-12-17-2-1-2 : Budget initial de l'exercice 2019 – Tableau n° 1 b des emplois

Séance du 17 décembre 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-3, L. 719-4, L. 719-5, L. 719-6, R. 719-51 et suivants,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 21 voix pour, 2 voix contre, 2 abstentions,

APPROUVE le tableau des emplois du budget initial 2019, présenté dans le document annexé à la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 17 décembre 2018.

Le président

Jean-Marc Ogier

Tableau n°1b (à remplir et transmettre au recteur, et à annexer aux prochaines décisions budgétaires modificatives)
Tableau des emplois présenté par l'établissement cohérent avec la prévision de masse salariale inscrite au budget

Catégories d'emplois	Nature des emplois		(A) Emplois sous plafond Etat — En ETPT	(B) Emplois financés sur ressources propres — En ETPT	(C) = (A) + (B) Global
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	325,05		325,05
		CDI	3,00	1,00	4,00
	Non permanents	CDD	74,33	50,33	124,67
S/total EC			**402,38**	**51,33**	**453,71**
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS					-
BIATSS	Permanents	Titulaires	258,38		258,38
		CDI	4,38	12,40	16,78
	Non permanents	CDD	34,33	184,83	219,16
S/total Biatss			**297,09**	**197,23**	**494,32**
Totaux			**699,47**	**248,56**	**948,03**
					Plafond global des emplois voté par le CA
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			**749** *(5)*		

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux décisions budgétaires modificatives. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))
Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5)

Délibération n° 2018-12-17-2-1-3 : Budget initial de l'exercice 2019 – Tableaux n° 2 des autorisations budgétaires

Séance du 17 décembre 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-3, L. 719-4, L. 719-5, R. 719-51 et suivants,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 22 voix pour, 3 voix contre, 0 abstention,

APPROUVE, pour l'exercice budgétaire 2019, les tableaux n° 2 des autorisations budgétaires du budget principal de l'établissement, du budget de la fondation et du budget agrégé, annexés à la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 17 décembre 2018.

Le président

Jean-Marc Ogier

Université de La Rochelle
Budget Initial 2019

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires - Budget principal

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES									RECETTES				
	Montants								Montants				
	AE				CP								
	Compte financier 2017	BI2018	BR2018	BI2019	Compte financier 2017	BI2018	BR2018	BI2019	Compte financier 2017	BI 2018	BR2018	BI2019	
Personnel	**57 984 333 €**	**64 046 181 €**	**61 362 631 €**	**64 283 766 €**	**57 987 901 €**	**64 046 181 €**	**61 362 631 €**	**64 283 766 €**	**66 159 523 €**	**76 202 941 €**	**71 679 657 €**	**74 444 361 €**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension	15 380 362 €			17 024 842 €	15 380 362 €			17 024 842 €	59 349 975 €	59 329 767 €	59 714 326 €	60 779 017 €	Subvention pour charges de service public
									717 861 €	540 224 €	627 191 €	825 025 €	Autres financements de l'Etat
									0 €	0 €	0 €	0 €	Fiscalité affectée
Fonctionnement	11 097 167 €	**16 366 130 €**	**16 602 619 €**	**17 426 366 €**	9 294 450 €	**16 366 130 €**	**15 928 023 €**	**17 681 201 €**	1 666 900 €	9 282 966 €	5 819 434 €	6 570 286 €	Autres financements publics
									4 424 787 €	7 049 984 €	5 518 705 €	6 270 033 €	Recettes propres
Intervention													
									1 041 256 €	**10 716 883 €**	**9 741 562 €**	**14 354 258 €**	**Recettes fléchées***
									70 064 €	805 113 €	95 363 €	689 524 €	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	3 163 565 €	**9 762 205 €**	**6 310 200 €**	**9 021 444 €**	1 925 296 €	**10 126 964 €**	**5 780 178 €**	**10 316 166 €**	971 192 €	9 829 831 €	9 580 821 €	13 623 933 €	Autres financements publics fléchés
									0 €	81 939 €	65 379 €	40 800 €	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	**72 245 065 €**	**90 174 516 €**	**84 275 450 €**	90 731 577 €	**69 207 647 €**	**90 539 275 €**	**83 070 832 €**	92 281 133 €	**67 200 779 €**	**86 919 823 €**	**81 421 220 €**	88 798 619 €	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)									**2 006 868 €**	**3 619 451 €**	**1 649 613 €**	3 482 514 €	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

Université de La Rochelle
Budget Initial 2019

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires - Budget Fondation

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES									RECETTES				
	Montants								Montants				
	AE				CP								
	Compte financier 2017	BI2018	BR2018	BI2019	Compte financier 2017	BI2018	BR2018	BI2019	Compte financier 2017	BI 2018	BR2018	BI2019	
Personnel						0 €			**23 740 €**	**70 000 €**	**20 000 €**	**95 000 €**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension						0 €							Subvention pour charges de service public
													Autres financements de l'Etat
													Fiscalité affectée
Fonctionnement	6 089 €	98 000 €	48 000 €	111 000 €	5 177 €	98 000 €	48 000 €	111 000 €					Autres financements publics
									23 740 €	70 000 €	20 000 €	95 000 €	Recettes propres
Intervention													
										0 €		16 000 €	**Recettes fléchées***
										0 €			Financements de l'Etat fléchés
Investissement	0 €	2 000 €	2 000 €	0 €	0 €	2 000 €	2 000 €	0 €		0 €		16 000 €	Autres financements publics fléchés
										0 €			Recettes propres fléchées

Université de La Rochelle
Budget Initial 2019

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires - Budget agrégé

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES									RECETTES				
	Montants								Montants				
	AE				CP								
	Compte financier 2017	BI2018	BR2018	BI2019	Compte financier 2017	BI2018	BR2018	BI2019	Compte financier 2017	BI2018	BR2018	BI2019	
Personnel	**57 984 333 €**	**64 046 181 €**	**61 362 631 €**	**64 283 766 €**	**57 987 901 €**	**64 046 181 €**	**61 362 631 €**	**64 283 766 €**	**66 183 263 €**	**76 272 941 €**	**71 699 657 €**	**74 539 361 €**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension				17 024 842 €				17 024 842 €	59 349 975 €	59 329 767 €	59 714 326 €	60 779 017 €	Subvention pour charges de service public
									717 861 €	540 224 €	627 191 €	825 025 €	Autres financements de l'Etat
									0 €	0 €	0 €	0 €	Fiscalité affectée
Fonctionnement	**11 103 256 €**	**16 464 130 €**	**16 650 619 €**	**17 537 366 €**	**9 299 627 €**	**16 464 130 €**	**15 976 023 €**	**17 792 201 €**	1 666 900 €	9 282 966 €	5 819 434 €	6 570 286 €	Autres financements publics
									4 448 527 €	7 119 984 €	5 538 705 €	6 365 033 €	Recettes propres
Intervention	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**					
									1 041 256 €	**10 716 883 €**	**9 741 562 €**	**14 370 258 €**	**Recettes fléchées***
									70 064 €	805 113 €	95 363 €	689 524 €	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	**3 163 565 €**	**9 764 205 €**	**6 312 200 €**	**9 021 444 €**	**1 925 296 €**	**10 128 964 €**	**5 782 178 €**	**10 316 166 €**	971 192 €	9 829 831 €	9 580 821 €	13 639 933 €	Autres financements publics fléchés
									0 €	81 939 €	65 379 €	40 800 €	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	72 251 154 €	90 274 516 €	84 325 450 €	90 842 577 €	69 212 824 €	90 639 275 €	83 120 832 €	92 392 133 €	67 224 519 €	86 989 823 €	81 441 220 €	88 909 619 €	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)									1 988 305 €	3 649 451 €	1 679 613 €	3 482 514 €	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

Délibération n° 2018-12-17-2-1-4 : Budget initial de l'exercice 2019 – Tableau n° 4 de l'équilibre financier

Séance du 17 décembre 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-3, L. 719-5 et R. 719-51 et suivants,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 22 voix pour, 3 voix contre, 0 abstention,

APPROUVE, le tableau n° 4 de l'équilibre financier du budget initial de l'exercice 2019, présenté dans le document annexé à la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 17 décembre 2018.

Le président

Jean-Marc Ogier

Tableau 4 - EPSCP
Équilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)	BI 2019		BI 2019	Financements (couverture des besoins)
D2_Solde budgétaire (déficit) *	3 482 514 €			D1_Solde budgétaire (excédent) *
dont solde budgétaire budget principal	*3 482 514 €*			*dont solde budgétaire budget principal*
dont solde budgétaire budget du SAIC				*dont solde budgétaire budget du SAIC*
dont solde budgétaire FU				*dont solde budgétaire FU*
dont solde budgétaire BAI				*dont solde budgétaire BAI*
dont solde budgétaire SIE				*dont solde budgétaire SIE*
(b1)_Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements				(b2)_Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements
(c1)_Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	211 230 €		186 800 €	(c2)_Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
(e1)_Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	3 644 517 €		8 637 319 €	(e2)_Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	7 338 261 €	et	8 824 119 €	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
(I)_Variation de trésorerie		ou	1 485 858 €	(II)_Variation de trésorerie
(a)_ dont Abondement de la trésorerie fléchée ***		ou		*(a)_ dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée* ***
(d)_dont Abondement sur la trésorerie non fléchée		ou		*(d)_dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée*
TOTAL DES BESOINS	8 824 119 €	et	8 824 119 €	TOTAL DES FINANCEMENTS

Opérations budgétaires

Opérations non budgétaires

Opérations ayant un impact sur la trésorerie

Cf. Tableau 5

Cf. Tableau 5

La variation de trésorerie :
- se détermine par différence entre (1) et (2),
- se décompose en (a) et (d),
- s'explique par D, (b), (c), (e).

= différence entre variation de trésorerie (I ou II) et (a)

* solde budgétaire à détailler pour chaque composante du budget de l'établissement

Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)

** Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5) => Remarque de l'ULR: source tableau 7 et non 5 (avec TVA et autre)
*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

SAIC : service d'activités industrielles et commerciales
FU : fondation universitaire
BAI : budget annexe immobilier
SIE : service inter-établissements

Délibération n° 2018-12-17-2-1-5 : Budget initial de l'exercice 2019 – Tableaux n° 6 de situation patrimoniale (budget principal, budget de la fondation et budget agrégé)

Séance du 17 décembre 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-3, L. 719-5 et R. 719-51 et suivants,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 22 voix pour, 3 voix contre, 0 abstention,

APPROUVE, pour l'exercice budgétaire 2019, les tableaux n° 6 de situation patrimoniale du budget principal de l'établissement, du budget de la fondation et du budget agrégé, annexés à la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 17 décembre 2018.

Le président

Jean-Marc Ogier

Université de La Rochelle
Budget Initial 2019

TABLEAU 6
Situation patrimoniale - Budget principal

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte financier 2017	BI 2018	BR 2018	BI 2019	PRODUITS	Compte financier 2017	BI 2018	BR 2018	BI 2019
Personnel	*57 461 784 €*	*64 016 178 €*	61 175 485 €	64 283 766 €	Subventions de l'Etat	*59 440 863 €*	*62 783 427 €*	60 611 058 €	61 704 300 €
*dont charges de pensions civiles**	*16 793 161 €*	*16 730 414 €*			Fiscalité affectée	*0 €*			
Fonctionnement autre que les charges de personnel	*19 949 904 €*	*25 953 130 €*	25 810 583 €	26 337 006 €	Autres subventions	*7 047 513 €*	*11 729 033 €*	11 610 918 €	15 132 221 €
					Autres produits	*11 532 098 €*	*15 555 730 €*	15 304 023 €	14 511 407 €
TOTAL DES CHARGES (1)	*77 411 688 €*	*89 969 308 €*	**86 986 069 €**	**90 620 772 €**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	*78 020 474 €*	*90 068 190 €*	*87 525 999 €*	**91 347 928 €**
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	*608 786 €*	*98 882 €*	*539 930 €*	**727 156 €**	**Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)**	*0 €*	*0 €*	*0 €*	**0 €**
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	*78 020 474 €*	*90 068 190 €*	*87 525 999 €*	**91 347 928 €**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	*78 020 474 €*	*90 068 190 €*	*87 525 999 €*	**91 347 928 €**

** il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions*

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Compte financier 2017	BI 2018	BR 2018	BI 2019
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	*608 786 €*	*98 882 €*	*539 930 €*	**727 156 €**
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	*8 927 393 €*	*9 587 000 €*	*9 587 000 €*	8 814 964 €
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	*2 234 €*			
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés				
- produits de cession d'éléments d'actifs				
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	*-7 836 206 €*	*-8 568 384 €*	*-8 568 384 €*	-7 896 348 €
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	*1 702 207 €*	*1 117 498 €*	*1 558 546 €*	**1 645 772 €**

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte financier 2017	BI 2018	BR 2018	BI 2019	RESSOURCES	Compte financier 2017	BI 2018	BR 2018	BI 2019
Insuffisance d'autofinancement		*0 €*			Capacité d'autofinancement	*1 702 207 €*	*1 117 498 €*	*1 558 546 €*	**1 645 772 €**
Investissements	*2 124 001 €*	*10 126 964 €*	*5 855 147 €*	**9 053 443 €**	Financement de l'actif par l'État	*30 301 €*	*461 263 €*	*240 444 €*	**857 398 €**
					Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	*1 078 176 €*	*7 744 371 €*	*3 676 178 €*	**6 148 293 €**
					Autres ressources	*960 603 €*	*535 327 €*	*407 082 €*	**112 500 €**
Remboursement des dettes financières					Augmentation des dettes financières				
TOTAL DES EMPLOIS (5)	*2 124 001 €*	*10 126 964 €*	*5 855 147 €*	**9 053 443 €**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	*3 771 287 €*	*9 858 459 €*	*5 882 249 €*	**8 763 963 €**
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	*1 647 286 €*	*0 €*	*27 102 €*	*0 €*	**Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)**		*268 505 €*		**289 480 €**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte financier 2017	BI 2018	BR 2018	BI 2019
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	*1 647 286 €*	*-268 505 €*		
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	*2 687 624 €*	*3 380 946 €*		
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	*-1 040 338 €*	*-3 649 451 €*		
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	*6 836 572 €*	*5 131 611 €*		
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	*-2 129 634 €*	*-1 765 811 €*		
Niveau final de la TRESORERIE	*8 966 206 €*	*6 897 422 €*		

TABLEAU 6
Situation patrimoniale - Budget Fondation

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte financier 2017	BI 2018	BR 2018	BI 2019	PRODUITS	Compte financier 2017	BI 2018	BR 2018	BI 2019
Personnel					Subventions de l'Etat				
*dont charges de pensions civiles**					Fiscalité affectée				
Fonctionnement autre que les charges de personnel	*7 266 €*	*98 000 €*	*48 000 €*	111 000 €	Autres subventions				16 000 €
					Autres produits	*25 975 €*	*100 000 €*	*50 000 €*	95 000 €
TOTAL DES CHARGES (1)	*7 266 €*	*98 000 €*	*48 000 €*	**111 000 €**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	*25 975 €*	*100 000 €*	*50 000 €*	**111 000 €**
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	*18 709 €*	*2 000 €*	*2 000 €*	**0 €**	**Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)**	*0 €*	*0 €*	*0 €*	**0 €**
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	*25 975 €*	*100 000 €*	*50 000 €*	**111 000 €**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	*25 975 €*	*100 000 €*	*50 000 €*	**111 000 €**

** Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions*

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Compte financier 2017	BI 2018	BR 2018	BI 2019
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	*18 709 €*	*2 000 €*	*2 000 €*	**0 €**
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	*1 187 €*			
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	*-2 234 €*			
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés				
- produits de cession d'éléments d'actifs				
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs				
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	*17 662 €*	*2 000 €*	*2 000 €*	**0 €**

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte financier 2017	BI 2018	BR 2018	BI 2019	RESSOURCES	Compte financier 2017	BI 2018	BR 2018	BI 2019
Insuffisance d'autofinancement		*0 €*		*0 €*	Capacité d'autofinancement	*17 662 €*	*2 000 €*	*2 000 €*	**0 €**
Investissements		*2 000 €*	*2 000 €*	**0 €**	Financement de l'actif par l'État				
					Financement de l'actif par des tiers autres que l'État				
					Autres ressources	*-18 423 €*			
Remboursement des dettes financières					Augmentation des dettes financières				
TOTAL DES EMPLOIS (5)	*0 €*	*2 000 €*	*2 000 €*	**0 €**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	*-761 €*	*2 000 €*	*2 000 €*	**0 €**
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	*0 €*	*0 €*	*0 €*	**0 €**	**Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)**	*761 €*	*0 €*	*0 €*	**0 €**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte financier 2017	BI 2018	BR 2018	BI 2019
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	*-761 €*	*0 €*		
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	*-1 127 €*	*0 €*		
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	*366 €*	*0 €*		
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	*158 450 €*	*160 111 €*		
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	*-1 283 €*	*-60 059 €*		
Niveau final de la TRESORERIE	*159 733 €*	*220 170 €*		

Université de La Rochelle
RAA n° 262 21 DEC. 2018
6767

TABLEAU 6
Situation patrimoniale - Budget agrégé

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES					PRODUITS				
	Compte financier 2017	BI 2018	BR 2018	BI 2019		Compte financier 2017	BI 2018	BR 2018	BI 2019
Personnel	57 461 784 €	64 016 178 €	61 175 485 €	64 283 766 €	Subventions de l'Etat	59 440 863 €	62 783 427 €	60 611 058 €	61 704 300 €
*dont charges de pensions civiles**	16 793 161 €	16 730 414 €	16 700 506 €	17 024 842 €	Fiscalité affectée	0 €	0 €	0 €	0 €
Fonctionnement autre que les charges de personnel	19 957 170 €	26 051 130 €	25 858 583 €	26 448 006 €	Autres subventions	7 047 513 €	11 729 033 €	11 610 918 €	15 148 221 €
					Autres produits	11 558 073 €	15 655 730 €	15 354 023 €	14 606 407 €
TOTAL DES CHARGES (1)	77 418 954 €	90 067 308 €	87 034 069 €	**90 731 772 €**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	78 045 449 €	90 168 190 €	87 575 999 €	**91 458 928 €**
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	627 495 €	100 882 €	541 930 €	**727 156 €**	**Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)**	0 €	0 €	0 €	**0 €**
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	78 045 449 €	90 168 190 €	87 575 999 €	**91 458 928 €**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	78 045 449 €	90 168 190 €	87 575 999 €	**91 458 928 €**

** Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions*

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Compte financier 2017	BI 2018	BR 2018	BI 2019
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	627 495 €	100 882 €	541 930 €	**727 156 €**
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	8 928 580 €	9 587 000 €	9 587 000 €	8 814 964 €
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	0 €	0 €	0 €	0 €
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0 €	0 €	0 €	0 €
- produits de cession d'éléments d'actifs	0 €	0 €	0 €	0 €
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	-7 836 206 €	-8 568 384 €	-8 568 384 €	-7 896 348 €
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	1 719 869 €	1 119 498 €	1 560 546 €	**1 645 772 €**

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte financier 2017	BI 2018	BR 2018	BI 2019	RESSOURCES	Compte financier 2017	BI 2018	BR 2018	BI 2019
Insuffisance d'autofinancement	0 €	0 €	0 €	**0 €**	Capacité d'autofinancement	1 719 869 €	1 119 498 €	1 560 546 €	**1 645 772 €**
	0 €				Financement de l'actif par l'Etat	30 301 €	451 263 €	240 444 €	**857 398 €**
Investissements	2 124 001 €	10 128 964 €	5 857 147 €	**9 053 443 €**	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	1 078 176 €	7 744 371 €	3 676 178 €	**6 148 293 €**
	0 €				Autres ressources	942 180 €	535 327 €	407 082 €	**112 500 €**
Remboursement des dettes financières	0 €	0 €	0 €	0 €	Augmentation des dettes financière	0 €	0 €	0 €	**0 €**
TOTAL DES EMPLOIS (5)	2 124 001 €	10 128 964 €	5 857 147 €	**9 053 443 €**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	3 770 526 €	9 850 459 €	5 884 249 €	**8 763 963 €**
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	1 646 525 €	0 €	27 102 €	**0 €**	**Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)**		268 505 €		**289 480 €**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte financier 2017	BI 2018	BR 2018	BI 2019
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	1 646 525 €	-268 505 €	27 102 €	-289 480 €
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	2 686 407 €	3 380 946 €	-1 691 286 €	**-1 775 338 €**
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	-1 039 972 €	-3 649 451 €	1 718 388 €	1 485 858 €
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	6 995 022 €	5 291 722 €	7 022 124 €	**6 732 644 €**
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-2 130 917 €	-1 825 870 €	-3 822 203 €	**-5 597 541 €**
Niveau final de la TRESORERIE	9 125 939 €	7 117 592 €	10 844 327 €	**12 330 185 €**

Délibération n° 2018-12-17-2-1-6 : Budget initial de l'exercice 2019 – Tableaux n° 9 des opérations pluriannuelles

Séance du 17 décembre 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-3, L. 719-5 et R. 719-51 et suivants,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 22 voix pour, 3 voix contre, 0 abstention,

APPROUVE, pour l'exercice budgétaire 2019, les tableaux n° 9 des opérations pluriannuelles, annexés à la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 17 décembre 2018.

Le président

Jean-Marc Ogier

Tableau 9 - EPSCP

Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération Net	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)<=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
4EV LAB EDF	144 000	83 011	21 250	60 446	62 304	122 750	83 011	18 183	62 849	62 968	125 817	-	-
ABCAR	16 200	16 198	15 823	377	-	377	10 148	15 513	687	-	687	-	-
AFB VALOBS GUYONNARD	177 784	91 716	68 545	21 369	75 665	97 034	41 302	67 007	2 489	75 665	78 154	12 205	20 418
AIMANT	140 331	54 742	6 700	48 042	85 609	133 651	54 742	6 680	48 062	85 609	133 671	-	-
AIRBUS MINI E	17 817	9 017	8 506	511	8 800	9 311	10 434	8 351	666	8 800	9 466	-	-
ALLOCATION DOCTORALE - RNA 50 % - ANTOINE MINET	49 000	4 084	-	4 084	16 333	20 417	4 084	-	4 084	16 333	20 417	28 583	-
ALLOCATION DOCTORALE CD79 RABOEAU JULIETTE (2016-2019)	45 000	33 749	28 833	4 916	-	4 916	33 749	28 833	4 916	-	4 916	11 251	-
ALLOCATION DOCTORALE CDA (2017-2020) ION ANDENEGUI	90 000	37 500	20 063	17 437	30 000	47 437	37 500	20 063	17 437	30 000	47 437	22 500	-
ALLOCATION DOCTORALE CDA (2017-2020) LI CHAOYANG	90 000	37 600	27 577	10 023	30 000	40 023	37 600	27 577	10 023	30 000	40 023	22 400	-
ALLOCATION DOCTORALE DGA (2017-2020) COFINANCEMENT - GODRON KEVIN	54 000	23 500	15 620	6 311	19 000	25 311	23 500	15 620	6 311	19 000	25 311	13 069	-
ALLOCATION DOCTORALE E. MEAUX - RNA 50%	49 000	-	-	-	16 333	16 333	-	-	-	16 333	16 333	32 667	-
ALLOCATION DOCTORALE F. ROGEON RNA - AAP 50%	49 000	4 084	-	4 084	16 333	20 417	4 084	-	4 084	16 333	20 417	28 583	-
ALLOCATION DOCTORALE LAVAUD RNA 50%	49 000	2 723	-	2 723	16 333	19 056	2 723	-	2 723	16 333	19 056	29 944	-
ALLOCATION DOCTORALE LAVAUD UNIMA 50%	49 000	2 723	-	2 723	16 333	19 056	2 723	-	2 723	16 333	19 056	29 944	-
ALLOCATION DOCTORALE NDIONE CDA	92 000	7 666	-	7 666	30 667	38 333	7 666	-	7 666	30 667	38 333	53 667	-
ALLOCATION DOCTORALE RALPC (2017-2020) ALBERT CELINE	92 000	38 334	27 583	10 751	30 667	41 418	38 334	27 583	10 751	30 667	41 418	22 999	-
ALLOCATION DOCTORALE RALPC (2017-2020) ARRIGHI CELINE	49 000	40 834	27 578	12 626	8 796	21 422	40 834	27 578	12 626	8 796	21 422	-	-
ALLOCATION DOCTORALE RALPC (2017-2020) COFINANCEMENT - GODRON KEVIN	54 000	22 500	14 620	7 880	18 000	25 880	22 500	14 620	7 880	18 000	25 880	13 500	-
ALLOCATION DOCTORALE RALPC (2017-2020) FIGUET DENIS	92 000	38 334	27 578	10 756	30 667	41 423	38 334	27 578	10 756	30 667	41 423	22 999	-
ALLOCATION DOCTORALE RALPC (2017-2020) LANISE LEA	92 000	38 334	27 578	10 756	30 667	41 423	38 334	27 578	10 756	30 667	41 423	22 999	-
ALLOCATION DOCTORALE RALPC (2017-2020) LARDEUX FLORIAN	92 000	38 334	27 578	10 756	30 667	41 423	38 334	27 578	10 756	30 667	41 423	22 999	-
ALLOCATION DOCTORALE RALPC (2017-2020) MACHARD ANAIS	92 000	38 334	27 578	10 756	30 667	41 423	38 334	27 578	10 756	30 667	41 423	22 999	-
ALLOCATION DOCTORALE RALPC (2017-2020) MARIET VINCENT	92 000	38 334	27 577	10 757	30 667	41 424	38 334	27 577	10 757	30 667	41 424	22 999	-
ALLOCATION DOCTORALE RNA 100% - MELANIE MONDO	98 000	8 167	-	8 167	32 667	40 834	8 167	-	8 167	32 667	40 834	57 166	-
ALLOCATION DOCTORALE RNA 50% - M. BIGUENET - ALETSUNA	49 000	-	-	-	16 333	16 333	-	-	-	16 333	16 333	32 667	-
ALLOCATION DOCTORALE VINCENT - CDA	92 000	7 666	-	7 666	30 667	38 333	7 666	-	7 666	30 667	38 333	53 667	-
ALLOCATIONS DOCTORALES CD79 ARSOVSKI (2015-2019)	45 000	45 478	40 687	4 313	-	4 313	45 478	40 687	4 313	-	4 313	-	-
ALLOCATIONS DOCTORALES CD79 DUPONT SOPHIE (2016-2019)	45 000	33 749	28 832	4 917	-	4 917	33 749	28 832	4 917	-	4 917	11 251	-
ALLOCATIONS DOCTORALES CD79 RICHARD (2015-2019)	45 000	45 000	40 968	4 032	-	4 032	45 000	40 968	4 032	-	4 032	-	-
ALLOCATIONS DOCTORALES CDA (2016-2019)	180 000	134 997	87 254	48 154	44 592	92 746	134 997	87 254	48 154	44 592	92 746	-	-
ALLOCATIONS DOCTORALES MESURE TRANSITOIRE	276 000	23 000	-	23 000	92 000	115 000	23 000	-	23 000	92 000	115 000	161 000	-
ALLOCATIONS DOCTORALES RALPC (2016-2019)	368 000	270 660	228 197	42 463	-	42 463	270 660	228 197	42 463	-	42 463	97 340	-
ALLOCATIONS DOCTORALES RALPC (2016-2019) Cofinancements	335 000	285 442	214 793	65 207	55 000	120 207	285 442	214 793	65 207	55 000	120 207	-	-
ALLOCATIONS DOCTORALES RPC (2015-2018) Cofinancements	206 000	209 454	149 773	36 227	-	36 227	209 454	149 773	36 227	-	36 227	-	-
AMI 2017 TRANSFORMONS ENSEMBLE LA PEDAGOGIE	54 000	44 000	12 676	31 324	10 000	41 324	44 000	12 690	31 310	10 000	41 310	-	-
ANNEXE 68 (ADEME)	27 317	28 340	21 513	504	5 300	5 804	28 340	21 347	670	5 300	5 970	-	-
ANR PIL - AAP GENERIQUE 2017	76 770	11 630	1 219	10 411	55 778	66 189	11 630	595	11 034	55 778	66 812	9 363	-
AQUAECO CRPC	90 268	3 000	-	3 000	-	3 000	3 000	-	3 000	-	3 000	87 268	-
AQUAECO RNA POST DOC LEREBOURS	46 000	-	-	-	40 250	40 250	-	-	-	40 250	40 250	5 750	-
AREP PEYRE	13 601	-	-	-	6 801	6 801	-	-	-	6 801	6 801	6 801	-
ARS THESE ABADIE	50 000	36 762	22 956	13 806	13 238	27 044	36 762	22 956	13 806	13 238	27 044	-	-
ASI ACCOBAMS (O. Van Canneyt)	30 976	10 140	9 938	202	20 836	21 038	10 140	9 938	202	20 836	21 038	-	-
AUDINM (ANR)	241 038	149 719	138 026	11 693	30 005	41 697	135 380	136 429	- 1 049	30 005	28 956	61 315	14 338
BATIMENT DURABLE Axe 3 QEI	857 769	368 390	213 137	123 126	396 506	519 633	283 017	184 313	131 971	416 485	548 457	125 000	-
BATIMENT DURABLE AXE 4 FEDER PEDOBUR	429 827	292 627	102 505	122 996	204 326	327 322	223 281	99 967	125 534	204 326	329 860	-	-
BD ETAT 2018 (C. INARD)	55 000	50 000	-	50 000	5 000	55 000	50 000	-	50 000	5 000	55 000	-	-
BIOSYS ANR LEFRANCOIS	77 778	-	-	-	4 777	4 777	-	-	-	4 777	4 777	73 001	-
CIFRE Oodrive M. Van Hoan HOANG	40 500	27 000	13 970	6 306	20 224	26 530	13 500	11 630	8 646	20 224	28 870	-	-
ClimACT DUDOE	97 073	47 046	28 769	18 283	35 048	53 330	47 433	27 174	19 872	35 048	54 920	14 979	-
CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT THESE CIFRE - VOERMAN / YOOZ	31 680	-	-	-	10 600	10 600	-	-	-	10 600	10 600	21 080	-
COUEDS - CPER TRANSPORT RNA (Juan Creus)	270 300	120 932	60 828	60 104	149 368	209 472	120 932	59 642	61 290	149 368	210 658	-	-
CPER BATIMENT DURABLE CD17	375 000	240 750	105 885	96 736	130 599	227 334	143 788	76 852	39 468	216 899	256 367	41 781	-
CPER BATIMENT DURABLE - MADUR FEDER Axe 2 (R. Belarbi)	1 219 795	312 667	242 148	70 519	861 928	932 447	112 667	450	112 217	861 928	974 145	45 200	200 000
CPER BATIMENT DURABLE AXE 1 FEDER 1 CITEE	485 900	198 081	130 760	49 329	171 135	220 464	158 608	99 853	80 237	171 135	251 372	84 676	-
CPER BATIMENT DURABLE CDA	375 000	33	33	-	374 967	374 967	33	33	-	374 967	374 967	-	-
CPER BATIMENT DURABLE RPC	596 000	430 000	193 021	164 022	238 957	402 979	368 665	192 383	99 330	304 287	403 617	-	-
CPER ECONAT CD17	555 000	499 923	410 895	61 470	82 635	144 105	521 938	410 333	62 032	82 635	144 667	-	-
CPER ECONAT CDA	555 000	437 886	407 659	18 332	129 009	147 341	468 962	262 764	163 226	129 009	292 236	-	-
CPER ECONAT CNRS 2018 (V. Bretagnolle / Ch. Dupuy)	60 000	52 000	19 198	32 802	8 000	40 802	52 000	4 360	47 640	8 000	55 640	-	-
CPER ECONAT DURAULT (X. BERTIN) - FEDER RNA	283 300	150 999	109 839	41 160	132 301	173 461	150 999	30 639	120 360	132 301	252 661	-	-
CPER ECONAT RPC	203 000	310 864	195 015	7 985	-	7 985	211 286	194 889	8 111	-	8 111	-	-
CPER HABISAN RPC	154 000	159 345	148 851	5 149	-	5 149	159 792	147 394	6 606	-	6 606	-	-
CPER HABISAN VALOBIOSANTE FEDER (I. Arnaudin-Fruitier)	334 319	179 690	109 119	70 571	154 629	225 200	179 690	71 692	107 998	154 629	262 627	-	-
CPER NUMERIC CD17	320 000	51 851	21 355	27 499	171 145	198 645	51 851	21 355	27 499	171 145	198 645	-	-
CPER NUMERIC CDA	220 000	176 963	72 374	78 699	68 927	147 626	159 098	64 864	84 209	68 927	153 136	-	-
CPER NUMERIC RPC	84 060	84 924	46 605	37 455	-	37 455	91 432	46 266	37 794	-	37 794	-	-
CPER TRANSPORTS RPC	280 800	249 422	246 475	2 947	-	2 947	249 422	81 053	168 368	-	168 368	31 378	-
CRISP	52 000	25 000	23 164	1 836	26 000	27 836	25 000	21 292	3 708	26 000	29 708	1 000	-
CSTB CONVENTION	370 500	277 863	189 649	88 281	92 570	180 851	277 825	187 299	90 631	92 570	183 201	-	-
CSTB EL KADRI	10 800	8 400	3 738	4 662	2 400	7 062	8 400	3 006	5 394	2 400	7 794	-	-
DA3T RNA VYE	33 500	1 500	173	1 327	12 000	13 327	1 500	173	1 327	12 000	13 327	20 000	-
DCNS BONNIFET A.	65 700	13 954	13 954	-	-	-	14 285	13 701	253	-	253	51 746	-
DCNS TITANE	135 000	105 318	82 001	7 170	45 828	52 999	44 392	80 709	-	45 828	45 828	-	8 463
DCSMM 2018-2021	571 140	266 028	228 066	37 962	305 112	343 074	266 028	226 895	39 133	305 112	344 245	-	-
DroneEduc	75 500	1 300	151	1 149	38 850	39 999	1 300	-	1 300	38 850	40 150	35 350	-
DYAL CONNECT TREVINAL RNA AAP2018	44 944	-	-	-	14 981	14 981	-	-	-	14 981	14 981	29 963	-

Opérations	Montant de l'opération Net	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)<=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
ECHOUAGE 2	680 000	-	-	-	340 250	340 250	-	-	-	340 250	340 250	339 750	-
ECLATS (ANR)	136 611	38 939	42 038	16 901	72 875	89 776	38 939	39 845	19 094	72 875	91 969	4 797	-
ECONAT ETAT 2018	100 000	50 000	45 434	4 566	50 000	54 566	50 000	-	50 000	50 000	100 000	-	-
EDF DYMOLA	13 500	11 500	9 729	1 771	2 000	3 771	11 500	9 244	2 256	2 000	4 256	-	-
EOLIENNE 4 FEDER	434 549	309 661	263 508	46 153	71 500	117 653	309 788	187 819	121 841	71 500	193 341	53 389	-
EURODEM CIFRE TEXIER	39 600	2 900	2 860	40	19 100	19 140	2 900	1 488	1 412	19 100	20 512	17 600	-
EVALAB	3 600	1 040	574	466	2 560	3 026	1 040	540	500	2 560	3 060	-	-
EY SOUS-TRAITANCE	2 700	2 700	400	2 300	-	2 300	2 700	400	2 300	-	2 300	-	-
F-421	4 417	5 047	431	3 987	-	3 987	5 047	431	3 987	-	3 987	-	-
FEDER 1 CPER NUMERIC A-1	241 479	241 479	164 520	68 012	8 947	76 959	99 933	156 445	76 087	8 947	85 034	-	-
FEDER 1 CPER TRANSPORT	500 578	500 578	500 578	-	-	-	500 578	-	500 578	-	500 578	-	-
FEDER CPER ECONAT AXE 1	697 596	620 314	395 802	183 972	117 822	301 793	395 314	215 207	305 142	177 246	482 388	-	-
FEDER SOOD SeAD	813 398	493 214	287 178	206 036	319 724	525 760	295 604	286 269	9 335	319 724	329 058	460	197 611
FLORES DE TERROIRS - THESE SALTAJI Sabrina (CIFRE)	74 668	30 800	23 360	7 440	30 800	38 240	30 800	11 240	19 560	30 800	50 360	13 068	-
FNTC et CNHJ (L. ARCELIN / M. COUSTATY)	160 000	-	-	-	40 000	40 000	-	-	-	40 000	40 000	120 000	-
FNTP	50 000	38 450	32 701	5 411	11 888	17 299	38 450	32 490	5 622	11 888	17 510	-	-
GeDyCRiSM - Gestion Dynamique de Crises et de Risques Majeurs	258 176	218 776	145 084	41 713	71 379	113 092	126 831	144 311	- 17 480	71 379	53 898	-	59 966
GLOSA RENAULT	53 211	-	-	-	30 000	30 000	-	-	-	30 000	30 000	23 211	-
HECO (ANR)	125 093	113 496	98 388	14 808	11 897	26 705	113 496	98 332	14 864	11 897	26 761	-	-
IMPACTUMORS	202 254	192 700	143 169	48 596	10 489	59 085	192 700	143 161	48 105	10 988	59 093	-	-
IRT HCTC 1 JC	22 335	8 840	8 567	273	13 495	13 769	8 840	7 917	923	13 495	14 419	-	-
ITESOFT SECURITE 5.8.8	175 000	161 253	161 253	-	-	-	161 253	161 253	-	-	-	13 747	-
IUF BUSTAMANTE	72 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	72 000	-
KrEaTive Habitat	151 867	130 409	79 273	51 136	19 037	70 173	130 409	64 193	66 216	19 037	85 253	2 422	-
LIT MEDICAL - ULLO	2 835	-	-	-	2 835	2 835	-	-	-	2 835	2 835	-	-
MADUR BD 2 CPER RNA (BELARBI)	690 409	100 000	8 109	91 891	590 409	682 301	100 000	7 352	92 648	590 409	683 058	-	-
MEGASCOPE 2	206 000	-	-	-	115 500	115 500	-	-	-	115 500	115 500	90 500	-
MicroAlgae Interreg Atlantic Area (PICOT - LIENSs)	189 540	91 821	52 857	34 368	58 821	93 189	87 224	50 187	37 037	58 821	95 859	43 495	-
MOBIDEM (MOBile IDEntity for the Masses) BPI FRANCE	246 485	195 654	171 942	23 712	42 933	66 645	195 654	171 585	24 069	42 933	67 002	7 908	-
MODEVIE (ANR)	74 766	75 329	67 156	6 733	857	7 610	75 860	67 110	6 799	857	7 656	-	-
MODUL'O PI ANR	96 928	68 131	28 905	39 170	28 854	68 023	68 131	27 714	39 804	29 410	69 214	-	-
NAVAL GROUP THESE CIFRE DUBOT	46 200	-	-	-	17 500	17 500	-	-	-	17 500	17 500	28 700	-
NEWSEYE H2020	2 924 590	1 782 311	1 700 553	81 758	624 822	706 580	1 782 311	1 698 071	84 240	624 822	709 062	317 457	-
NUMERIC ETAT 2018 (JC BURIE)	30 000	30 000	-	30 000	-	30 000	30 000	-	30 000	-	30 000	-	-
ORANGE CIFRE MAHE	26 400	4 400	3 885	515	8 800	9 315	4 400	1 025	3 375	8 800	12 175	13 200	-
PARFAIT FUI BPI	262 498	60 459	2 459	58 000	153 041	211 041	60 459	2 459	58 000	153 041	211 041	48 998	-
PDS	917 796	636 105	574 171	61 934	34 252	96 186	514 289	567 023	61 934	34 252	96 186	247 379	7 148
PDS MEGASCOPE	171 000	171 000	130 448	40 552	-	40 552	171 000	109 849	48 403	-	48 403	-	12 748
PLAIBDE (PLAteforme Integree Big-data pour les Données Entreprise)	124 103	65 390	41 624	23 766	32 616	56 382	65 390	41 406	23 984	32 616	56 601	28 096	-
PORT PLAISANCE (DEMI-THESE)	48 260	34 589	28 832	5 757	-	5 757	34 589	28 832	5 757	-	5 757	11 671	-
PORT PLAISANCE BRENON	9 000	6 300	4 539	1 761	2 700	4 461	6 300	4 100	1 217	3 683	4 900	-	-
PORT PLAISANCE HTG	21 600	22 854	21 134	466	-	466	21 554	20 935	665	-	665	-	-
POST DOC ANDRA ROBINEAU	101 500	-	-	-	68 868	68 868	-	-	-	68 868	68 868	32 632	-
Prestation CAMILEIA	5 280	-	-	-	1 760	1 760	-	-	-	1 760	1 760	3 520	-
PRESTATION MAIRIE QAI LIMAM	4 107	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 107	-
PROEMED	66 805	28 403	8 545	19 858	28 402	48 260	28 403	8 515	19 888	28 402	48 290	10 000	-
RALPC 2016 CHAIRE BIONOVPROD IFA	210 000	142 417	123 775	17 380	68 845	86 225	142 417	122 461	18 694	68 845	87 539	-	-
RALPC 2017 AAP	6 000	-	-	-	6 000	6 000	-	-	-	6 000	6 000	-	-
RALPC 2017 ADDICTO	98 000	8 166	-	8 166	32 700	40 866	8 166	-	8 166	32 700	40 866	57 134	-
RALPC 2017 ANIMONS BREGIL (VISANI)	55 000	8 170	-	8 170	46 830	55 000	8 170	-	8 170	46 830	55 000	-	-
RALPC 2017 ANIMONS Invest VISANI	3 000	1 754	1 754	-	1 246	1 246	1 754	1 754	-	1 246	1 246	-	-
RALPC 2017 Colloque Assurances Droits fondamentaux	9 700	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9 700	-
RALPC 2017 EQUIP BALLU (BONNETON Philippe)	12 550	1 950	1 405	545	10 600	11 145	1 950	-	1 950	10 600	12 550	-	-
RALPC 2017 MediaBD	39 650	39 650	34 714	4 936	-	4 936	39 650	33 464	6 186	-	6 186	-	-
RALPC 2017 Multimodal DOUCET	98 000	22 000	10 886	11 114	32 667	43 781	22 000	10 886	11 114	32 667	43 781	43 333	-
RALPC 2017 NEURONALG IFA (ARNAUDIN)	63 250	58 300	26 615	31 685	4 950	36 635	58 300	12 800	45 500	4 950	50 450	-	-
RALPC 2017 NOVELIANT	10 600	10 600	-	10 600	-	10 600	10 600	-	10 600	-	10 600	-	-
RALPC 2017 RMER GAUGUE (RAVENEAU Patrice) - POST DOC	46 000	11 500	-	11 500	34 500	46 000	11 500	-	11 500	34 500	46 000	-	-
RALPC 2017 RMER INVEST MENARD (RAVENEAU Patrice)	8 000	8 000	-	8 000	-	8 000	8 000	-	8 000	-	8 000	-	-
RALPC 2017 SedOT GHAMRI	46 000	15 333	-	15 333	30 667	46 000	15 333	-	15 333	30 667	46 000	-	-
RALPC 2017 SedOT GOMEZ	46 000	12 000	-	12 000	34 000	46 000	12 000	-	12 000	34 000	46 000	-	-
RALPC 2017 THESE R. BELARBI	98 000	32 700	-	32 700	32 700	65 400	32 700	-	32 700	32 700	65 400	32 600	-
REMMOA ANTILLES	390 110	221 827	187 478	34 349	24 817	59 166	221 827	186 838	34 989	24 817	59 806	143 467	-
RUPELLA - REHA	1 203 311	889 289	730 274	151 425	321 812	473 237	897 989	730 195	150 936	322 381	473 317	-	-
SAIL LABCOM ANR	288 462	65 481	33 857	31 624	166 782	198 405	65 481	31 677	33 804	166 782	200 585	56 199	-
SAMM 2 Mediterranée	370 000	20 000	-	20 000	250 000	270 000	20 000	-	20 000	250 000	270 000	100 000	-
SCORPION BPI FRANCE	132 401	98 901	47 086	51 815	33 500	85 315	98 901	46 536	52 365	33 500	85 865	-	-
SEPROSYS 2017 2020	32 354	2 519	2 519	-	19 055	19 055	2 519	2 519	-	19 055	19 055	10 780	-
SEYFIGH THESE SABINO 2018-2021	96 000	16 000	4 977	11 023	32 000	43 023	16 000	4 977	11 023	32 000	43 023	48 000	-
SIG MAUMAISON AMIAUD	9 000	4 171	2 052	2 119	-	2 119	4 171	2 052	2 119	-	2 119	4 829	-
SIG SURESNES AMIAUD	9 000	3 330	2 774	556	5 670	6 226	3 330	2 774	556	5 670	6 226	-	-
SPIRIT - "Security and Privacy foR the Internet of Things"	241 000	96 587	56 100	40 487	91 426	131 913	96 587	55 080	41 507	91 426	132 933	52 987	-
Stand connecte - UBIDREAMS	2 880	1 632	432	1 200	1 248	2 448	1 632	432	1 200	1 248	2 448	-	-
STORISK (ANR)	47 500	34 035	26 539	7 461	13 500	20 961	34 524	26 532	7 468	13 500	20 968	-	-
These ANDRA MARTIN A.	161 106	75 141	39 836	35 305	52 187	87 492	75 141	38 836	36 305	52 187	88 492	33 778	-
These IFSTTAR JM MOREL	8 808	1 400	944	456	5 640	6 096	1 400	944	456	5 640	6 096	1 768	-
VAL63A MAUGARD 2017	22 541	10 800	10 784	16	946	962	10 800	10 527	273	946	1 219	10 796	-
VAL63B MAUGARD 2017	22 541	10 800	10 712	88	997	1 085	10 800	10 712	88	997	1 085	10 744	-
VARIETO	80 972	38 600	47 545	4 778	28 649	33 427	38 600	45 649	6 675	28 649	35 324	-	-
VISIOON (ADECAL TECHNOPOLE)	45 551	38 951	23 053	15 898	6 600	22 498	38 951	23 053	15 898	6 600	22 498	-	-
WoW : Web of Walls	8 280	822	822	-	7 458	7 458	822	822	-	7 458	7 458	-	-
total contrats de recherche	**28 604 760**	**15 757 600**	**11 513 688**	**3 703 283**	**9 430 520**	**13 133 803**	**14 250 280**	**9 799 202**	**4 662 772**	**9 664 826**	**14 327 598**	**3 957 271**	**520 692**

Opérations	Montant de l'opération Net	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)<=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
Master Blue Careers	642 504	642 504	351 991	290 513	-	290 513	642 504	351 991	140 869	149 644	290 513	0	-
total contrats de formation continue	**642 504**	**642 504**	**351 991**	**290 513**	**-**	**290 513**	**642 504**	**351 991**	**140 869**	**149 644**	**290 513**	**0**	**-**
CAMPUS VIRTUEL	155 832	148 832	141 934	6 898	7 000	13 898	148 832	141 934	6 898	7 000	13 898	0	-
CLASSES MOBILES - CONSEIL REGIONAL FORMATION	5 000	5 000	1 432	3 568	-	3 568	5 000	-	5 000	-	5 000	0	-
GESTION DE L'EAU, MANAGEMENT DU LITTORAL ET DE L'ENVIRONNEMENT A KENDARI (INDONESIE)	145 700	45 840	34 465	11 375	99 860	111 235	45 840	31 817	14 023	99 860	113 883	0	-
KEMENLU 2017 - 2019	33 000	23 913	16 965	16 035	-	16 035	23 913	16 234	16 766	-	16 766	0	-
Lao Cai - Thua-Thien Hue : 2nde phase 2017/2018	78 885	78 109	29 705	48 180	-	48 180	78 109	29 568	48 317	-	48 317	0	-
MINEURE METIERS DU PORT	68 163	23 904	23 904	-	11 963	11 963	23 904	23 904	-	11 963	11 963	32 296	-
OPEN CV (ANR)	5 597 000	1 489 576	16 147	-	874 149	874 149	574 797	13 037	-	874 149	874 149	4 706 704	3 110
PACTE	74 903	74 903	57 368	17 535	-	17 535	74 903	12 199	62 704	-	62 704	0	-
RNA - CREATEUR ALTERNANT	64 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	64 000	-
Total contrats autres	**6 222 483**	**1 890 076**	**321 920**	**104 591**	**992 972**	**1 097 563**	**975 297**	**268 693**	**154 708**	**992 972**	**1 147 680**	**4 803 000**	**3 110**
CPER BATIMENT DURABLE AXE 2 MADUR	99 665	99 665	96 927	2 738	-	2 738	99 665	26 523	73 142	-	73 142	0	-
CPER F3 TRANSPORT ETAT 2018	59 999	59 999	-	59 999	-	59 999	59 999	-	59 999	-	59 999	0	-
Total programmes pluriannuels d'investissement	**159 664**	**159 664**	**96 927**	**62 737**	**-**	**62 737**	**159 664**	**26 523**	**133 141**	**-**	**133 141**	**0**	**-**
Total	**35 629 411**	**18 449 844**	**12 284 526**	**4 161 124**	**10 423 493**	**14 584 617**	**16 027 745**	**10 446 410**	**5 091 489**	**10 807 442**	**15 898 931**	**8 760 271**	**523 802**
pour information, repartition des operations pluriannuelles par enveloppes :													
Ss total personnel	35 629 411	7 264 888	4 951 664	1 902 111	4 219 606	6 121 717	6 326 229	4 922 631	1 650 067	4 219 606	5 869 674	8 760 269	523 801
Ss total fonctionnement et intervention		6 523 205	4 268 658	1 159 451	3 217 729	4 377 179	5 648 841	4 053 066	1 136 417	3 376 334	4 512 751		
Ss total investissement		4 661 751	3 064 204	1 099 563	2 986 158	4 085 720	3 852 676	1 470 713	2 305 005	3 211 502	5 516 507		

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
4EV LAB EDF	160 000	-	160 000	40 000	40 000	80 000
ABCAR	18 000	-	18 000	8 000	10 000	-
AFB VALOBIS GUYONNARD	197 539	-	197 539	-	49 385	148 154
AIMANT	204 510	61 353	143 157	57 263	85 894	-
AIRBUS MINI E	19 797	-	19 797	19 797	-	-
ALLOCATION DOCTORALE - RNA 50 % - ANTOINE MINET	49 000	-	49 000	-	24 500	24 500
ALLOCATION DOCTORALE CD79 BARDEAU JULIETTE (2016-2019)	45 000	-	45 000	15 000	15 000	15 000
ALLOCATION DOCTORALE CDA (2017-2020) ION ANDENEGUI	90 000	-	90 000	-	30 000	60 000
ALLOCATION DOCTORALE CDA (2017-2020) LI CHAOYANG	90 000	-	90 000	-	30 000	60 000
ALLOCATION DOCTORALE DGA (2017-2020) COFINANCEMENT - GODRON KEVIN	54 000	-	54 000	-	14 650	39 350
ALLOCATION DOCTORALE E. MIRAUX - RNA 50%	49 000	-	49 000	-	16 333	32 667
ALLOCATION DOCTORALE F. ROGEON RNA - AAP 50%	49 000	-	49 000	-	24 500	24 500
ALLOCATION DOCTORALE LAVAUD RNA 50%	49 000	-	49 000	-	24 500	24 500
ALLOCATION DOCTORALE LAVAUD UNIMA 50%	49 000	-	49 000	-	24 500	24 500
ALLOCATION DOCTORALE NDIONE CDA	92 000	-	92 000	-	30 000	62 000
ALLOCATION DOCTORALE RALPC (2017-2020) ALBERT CELINE	92 000	-	92 000	-	31 000	61 000
ALLOCATION DOCTORALE RALPC (2017-2020) ARRIGHI CELINE	49 000	-	49 000	-	34 300	14 700
ALLOCATION DOCTORALE RALPC (2017-2020) COFINANCEMENT - GODRON KEVIN	54 000	-	54 000	-	30 000	24 000
ALLOCATION DOCTORALE RALPC (2017-2020) FIGUET DENIS	92 000	-	92 000	-	31 000	61 000
ALLOCATION DOCTORALE RALPC (2017-2020) LANGE LEA	92 000	-	92 000	-	31 000	61 000
ALLOCATION DOCTORALE RALPC (2017-2020) LARDEUX FLORIAN	92 000	-	92 000	-	31 000	61 000
ALLOCATION DOCTORALE RALPC (2017-2020) MACHARD ANAIS	92 000	-	92 000	-	31 000	61 000
ALLOCATION DOCTORALE RALPC (2017-2020) MARET VINCENT	92 000	-	92 000	-	31 000	61 000
ALLOCATION DOCTORALE RNA 100% - MELANIE MONDO	98 000	-	98 000	-	24 500	73 500
ALLOCATION DOCTORALE RNA 50% - M. RIGUENET - ALETSUNA	49 000	-	49 000	-	24 500	24 500
ALLOCATION DOCTORALE VINCENT - CDA	92 000	-	92 000	-	30 000	62 000
ALLOCATIONS DOCTORALES CD79 ARSOVSKI (2015-2018)	45 000	-	45 000	15 000	15 000	15 000
ALLOCATIONS DOCTORALES CD79 DUPONT SOPHIE (2016-2019)	45 000	-	45 000	15 000	15 000	15 000
ALLOCATIONS DOCTORALES CD79 RICHARD (2015-2018)	45 000	-	45 000	15 000	15 000	15 000
ALLOCATIONS DOCTORALES CDA (2016-2019)	180 000	-	180 000	-	72 000	108 000
ALLOCATIONS DOCTORALES MESURE TRANSITOIRE	276 000	-	276 000	-	138 000	138 000
ALLOCATIONS DOCTORALES RALPC (2016-2019)	368 000	-	368 000	-	106 200	261 800
ALLOCATIONS DOCTORALES RALPC (2016-2019) Cofinancements	335 000	-	335 000	-	154 700	180 300
ALLOCATIONS DOCTORALES RPC (2015-2018) Cofinancements	206 000	-	206 000	-	190 550	15 450
ANNEXE 68 (ADEME)	43 361	13 008	30 353	9 106	10 623	10 623
ANR PIL - AAP GENERIQUE 2017	82 912	-	82 912	-	16 582	66 330
AQUAECO CRPC	30 268	-	30 268	-	30 268	-
AQUAECO RNA POST DOC LEREBOURS	46 000	-	46 000	-	23 000	23 000
AREP PEYRE	15 456	-	15 456	5 152	6 182	4 122
ARS THESE ABADIE	50 000	-	50 000	-	-	50 000
ASI ACCOBAMS (O. Van Canneyt)	35 200	-	35 200	20 720	14 480	-
AUDINM (ANR)	244 296	-	244 296	234 523	9 774	-
BATIMENT DURABLE Axe 3 ORI	1 401 585	448 508	953 077	-	290 218	662 859
BATIMENT DURABLE AXE 4 FEDER PEDOBUR	697 586	-	697 586	-	325 481	372 105
BD ETAT 2018 (C. INARD)	55 520	520	55 000	-	5 500	49 500
BIOSYS ANR LEFRANCOIS	84 000	-	84 000	-	16 799	67 201
CIFRE Océdrive M. Van Hoan HOANG	45 000	-	45 000	-	15 000	30 000
ClimACT SUDOE	140 712	35 178	105 534	37 401	30 000	38 133
CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT THESE CIFRE - VOERMAN / YOOZ	36 000	-	36 000	-	10 600	25 400
COUEDS - CPER TRANSPORT RNA (Juan Creus)	270 300	-	270 300	-	137 085	133 215
CPER BATIMENT DURABLE CD17	2 450 000	2 075 000	375 000	-	130 598	244 402
CPER BATIMENT DURABLE - MADUR FEDER Axe 2 (R. Belarbi)	2 047 370	-	2 047 370	-	853 124	1 194 246
CPER BATIMENT DURABLE AXE 1 FEDER 1 OTEE	712 872	240 492	472 380	-	76 450	395 930
CPER BATIMENT DURABLE CDA	2 450 000	2 075 000	375 000	-	375 000	-
CPER BATIMENT DURABLE RPC	845 000	249 000	596 000	-	453 454	142 546
CPER ECONAT CD17	3 100 000	2 545 000	555 000	-	88 000	467 000
CPER ECONAT CDA	3 100 000	2 545 000	555 000	-	225 000	330 000
CPER ECONAT CNRS 2018 (V. Bretagnolle / Ch. Dupuy)	60 000	-	60 000	-	60 000	-
CPER ECONAT DURALIT (X. BERTIN) - FEDER RNA	540 096	22 252	517 844	-	283 300	234 544
CPER ECONAT RPC	600 000	397 000	203 000	-	203 000	-
CPER HABISAN RPC	154 000	-	154 000	-	154 000	-
CPER HABISAN VALOBIOSANTE FEDER (I. Arnaudin-Fruitier)	568 287	668	567 619	-	299 629	267 990
CPER NUMERIC CD17	680 000	460 000	220 000	-	170 000	50 000
CPER NUMERIC CDA	680 000	460 000	220 000	-	100 000	120 000
CPER NUMERIC RPC	199 800	115 750	84 050	-	84 050	-
CPER TRANSPORTS RPC	280 800	-	280 800	-	280 800	-
CRISP	142 000	90 000	52 000	26 000	26 000	-
CSTB CONVENTION	400 000	-	400 000	300 000	100 000	-
CSTB EL KADRI	12 000	-	12 000	-	4 000	8 000
DAST RNA VYE	33 500	-	33 500	-	12 000	21 500
DCNS BONNIFET A.	73 000	-	73 000	-	24 333	48 667
DCNS TITANE	150 000	-	150 000	45 000	30 000	75 000
DCSMM 2018-2021	601 200	-	601 200	-	315 450	285 750
DroneEduc	98 000	22 500	75 500	-	38 850	36 650
DYAL CONNECT TREVINAL RNA AAP2018	60 773	15 829	44 944	-	22 472	22 472
ECHOUAGE 2	1 016 800	316 800	700 000	-	215 000	485 000
ECLATS (ANR)	138 950	-	138 950	22 232	22 232	94 486
ECONAT ETAT 2018	100 000	-	100 000	-	10 000	90 000
EDF DYMOLA	15 000	-	15 000	10 000	5 000	-
EOLIENNE 4 FEDER	750 603	225 416	525 187	-	92 182	433 005
EURODEM CIFRE TEXIER	45 000	-	45 000	5 000	20 000	20 000
EVALAB	4 000	-	4 000	-	4 000	-
EY SOUS-TRAITANCE	3 000	-	3 000	-	3 000	-
F-451	4 908	-	4 908	4 908	-	-
FEDER 1 CPER NUMERIC A-1	447 183	178 873	268 310	-	132 910	135 400
FEDER 1 CPER TRANSPORT	781 378	280 800	500 578	-	500 578	-
FEDER CPER ECONAT AXE 1	867 690	151 296	716 394	115	531 477	184 802
FEDER SOOO SeAD	1 742 296	875 567	866 729	-	338 814	527 914
FLORES DE TERROIRS - THESE SALTAJI Sabrina (CIFRE)	84 850	-	84 850	8 000	26 425	50 425
FNTC et CNHJ (L. ARCELIN / M. COUSTATY)	160 000	-	160 000	-	40 000	120 000
FNTP	50 000	-	50 000	25 000	25 000	-
GeDyCRiM - Gestion Dynamique de Crises et de Risques Majeurs	1 368 343	1 104 167	264 176	-	185 923	78 253
GLOSA RENAULT	59 976	-	59 976	-	59 976	-
HECO (ANR)	126 854	-	126 854	60 891	32 982	32 982
IMPACTUMORS	206 080	-	206 080	2 611	127 515	75 955
IRT HCTC 1 JC	25 381	-	25 381	25 381	-	-
ITESOFT SECURITE 5.8.8	180 000	-	180 000	15 000	165 000	-
IUF BUSTAMANTE	75 000	-	75 000	-	75 000	-
KrEaTive Habitat	224 988	56 247	168 741	33 204	9 241	126 296
LIT MEDICAL - LILLO	3 150	-	3 150	-	3 150	-
MADUR BD 2 CPER RNA (BELARBI)	2 047 370	-	2 047 370	-	450 000	1 597 370
MEGASCOPE 2	295 080	85 080	210 000	-	105 000	105 000
MicroAlgae Interreg Atlantic Area (PICOT - LIENSs)	280 800	70 200	210 600	-	66 357	144 243
MOBIDEM (MOBIle IDEntity for the Masses) BPI FRANCE	250 055	55	250 000	2 500	-	247 500
MODEVIE (ANR)	77 032	-	77 032	61 625	15 407	-
MODUL'O PI ANR	100 656	-	100 656	49 210	-	51 446
NAVAL GROUP THESE CIFRE DUBOT	52 500	-	52 500	-	17 500	35 000
NEWSEYE H2020	2 998 565	-	2 998 565	2 248 924	449 785	299 857
NUMERIC ETAT 2018 (JC BURIE)	30 000	-	30 000	-	3 000	27 000
ORANGE CIFRE MAHE	30 000	-	30 000	-	10 000	20 000
PARFAIT FUI BPI	283 225	25	283 200	-	141 600	141 600
PDS	1 520 900	564 000	956 900	256 452	34 252	666 195
PDS MEGASCOPE	258 240	78 240	180 000	36 000	144 000	-
PLAIBDE (PLAteforme Intégrée Big-data pour les Données Entreprise)	220 560	88 224	132 336	-	132 336	-
PORT PLAISANCE (DEMI-THESE)	46 260	-	46 260	19 275	-	26 985
PORT PLAISANCE BRENON	10 000	-	10 000	3 000	3 000	4 000
PORT PLAISANCE HTG	24 000	-	24 000	16 000	8 000	-
POST DOC ANDRA ROBINEAU	115 341	-	115 341	-	34 602	80 739
Prestation CAMILEIA	6 000	-	6 000	-	6 000	-
PRESTATION MAIRIE QAI LIMAM	4 667	-	4 667	-	4 667	-
PROEMED	66 805	-	66 805	-	27 470	39 335
RALPC 2016 CHAIRE BIONOVPROD IFA	228 148	18 148	210 000	-	46 700	163 300

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
RALPC 2017 AAP	6 000	-	6 000	-	1 800	4 200
RALPC 2017 ADDICTO	98 000	-	98 000	-	68 600	29 400
RALPC 2017 ANIMONS BRESIL (VISANI)	55 000	-	55 000	-	55 000	-
RALPC 2017 ANIMONS Invest VISANI	6 000	3 000	3 000	1 500	1 500	-
RALPC 2017 Colloque Assurances Droits fondamentaux	9 700	5 700	4 000	-	4 000	-
RALPC 2017 EQUIP BALLU (BONNETON Philippe)	25 100	12 550	12 550	6 275	6 275	-
RALPC 2017 MédiaBD	79 300	39 650	39 650	625	39 025	-
RALPC 2017 Multimodal DOUCET	98 000	-	98 000	-	68 600	29 400
RALPC 2017 NEURONALG IFA (ARNAUDIN)	126 500	63 250	63 250	31 625	31 625	-
RALPC 2017 NOVELIANT	21 200	10 600	10 600	5 300	5 300	-
RALPC 2017 RMER GAUGUE (RAVENEAU Patrice) - POST DOC	46 000	-	46 000	-	46 000	-
RALPC 2017 RMER INVEST MENARD (RAVENEAU Patrice)	16 000	8 000	8 000	4 000	4 000	-
RALPC 2017 SecIOT GHAMRI	46 000	-	46 000	-	46 000	-
RALPC 2017 SecIOT GOMEZ	46 000	-	46 000	-	46 000	-
RALPC 2017 THESE R. BELARBI	98 000	-	98 000	-	49 000	49 000
REMMOA ANTILLES	583 300	164 400	418 900	293 266	125 634	-
RUPELLA - REHA	1 604 161	369 542	1 234 619	816 821	417 798	-
SAII LABCOM ANR	300 000	-	300 000	40 000	100 000	160 000
SAMM 2 Méditerranée	380 000	-	380 000	-	76 000	304 000
SCORPION BPI FRANCE	142 886	86	142 800	42 800	-	100 000
SEPROSYS 2017 2020	35 949	-	35 949	13 000	11 949	11 000
SEYFISH THESE SABINO 2018-2021	96 000	-	96 000	24 000	24 000	48 000
SIG MALMAISON AMIAUD	10 000	-	10 000	5 000	5 000	-
SIG SURESNES AMIAUD	10 000	-	10 000	8 333	1 667	-
SPIRIT - "Security and Privacy foR the Internet of Things"	250 640	-	250 640	50 128	91 640	108 872
Stand connecté - UNIDREAMS	3 200	-	3 200	1 920	1 280	-
STORISK (ANR)	49 400	-	49 400	23 712	7 904	17 784
Thèse ANDRA MARTIN A.	279 795	118 689	161 106	33 000	50 000	78 106
Thèse IFSTTAR JM MOREL	10 009	-	10 009	7 507	1 501	1 001
VALG3A MAUGARD 2017	25 046	-	25 046	17 500	7 546	-
VALG3B MAUGARD 2017	25 046	-	25 046	17 500	7 546	-
VARIETO	128 528	38 558	89 969	-	35 988	53 982
VISIOON (ADEGAL TECHNOPOLE)	51 762	-	51 762	15 529	8 070	28 163
WoW : Web of Walls	9 200	-	9 200	6 000	3 200	-
total contrats de recherche	**49 186 091**	**16 799 221**	**32 386 870**	**5 233 629**	**12 640 642**	**14 512 599**
Master Blue Careers	833 011	166 603	666 408	266 563	399 845	-
total contrats de formation continue	**833 011**	**166 603**	**666 408**	**266 563**	**399 845**	**-**
KEMENLU 2017 - 2019	33 000	-	33 000	33 000	-	-
GESTION DE L'EAU, MANAGEMENT DU LITTORAL ET DE L'ENVIRONNEMENT A KENDARI (INDONESIE)	145 700	-	145 700	97 100	48 600	-
AMI 2017 TRANSFORMONS ENSEMBLE LA PEDAGOGIE	164 600	110 600	54 000	54 000	-	-
PACTE	207 332	132 429	74 903	59 922	14 981	-
CLASSES MOBILES - CONSEIL REGIONAL FORMATION	10 000	5 000	5 000	2 500	2 500	-
CAMPUS VIRTUEL	259 720	103 888	155 832	77 916	77 916	-
Lao Cai - Thua-Thien Huê : 2nde phase 2017/2018	116 693	37 808	78 885	39 443	-	39 443
MINEURE METIERS DU PORT	136 326	68 163	68 163	34 082	-	34 082
OPEN CV (ANR)	29 810 455	24 213 455	5 597 000	503 730	503 730	4 589 540
RNA - CREATEUR ALTERNANT	80 000	16 000	64 000	-	30 000	34 000
Total contrats autres	**30 963 826**	**24 687 343**	**6 276 483**	**901 692**	**677 727**	**4 697 064**
CPER BATIMENT DURABLE AXE 2 MADUR	101 107	1 442	99 665	89 698	9 967	-
CPER P3 TRANSPORT ETAT 2018	59 999	-	59 999	-	6 000	53 999
Total programmes pluriannuels d'investissement	**161 106**	**1 442**	**159 664**	**89 698**	**15 967**	**53 999**
Total	**81 144 034**	**41 654 609**	**39 489 425**	**6 491 582**	**13 734 180**	**19 263 662**

Délibération n° 2018-12-17-2-1-7 : Campagne d'emplois 2019

Séance du 17 décembre 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-3 et L. 712-9,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,
Vu l'avis du conseil académique de l'université du 27 novembre 2018,
Vu l'avis du comité technique de l'université du 30 novembre 2018,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 20 voix pour, 4 voix contre, 1 abstention,

APPROUVE les propositions d'utilisation des emplois d'enseignants, enseignants-chercheurs et personnels BIATSS telles qu'elles sont présentées dans les documents annexés à la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 17 décembre 2018.

Le président

Jean-Marc Ogier

Campagne d'emplois 2019

BIATSS

Synthèse

	Nombre de propositions	Coûts		
		Coût chargé 2018-2019	Coût chargé 2019-2020	Ecart annuel
Recrutements de titulaires	4	214 035 €	230 038 €	+16 004 €
Recrutements de CDD en remplacement de titulaires sortants	5	285 537 €	144 579 €	-140 958 €
Recrutements de CDD en remplacement de contractuels sortants, AVEC changement de type de contrat	3	71 309 €	79 407 €	+8 098 €
Recrutements de CDD pour répondre à des besoins nouveaux	8	17 646 €	206 847 €	+189 201 €
Réhaussement et revalorisation indiciaire des contractuels	4			+8 453 €
Renouvellements de CDD en remplacement de contractuels sortants, SANS changement de type de contrat	17			
TOTAL BIATSS	**41**	**588 526 €**	**660 871 €**	**+80 798 €**

Recrutements de titulaires

BIATSS

Propositions 2019/2020				
Service d'affectat°	Fonction	Catégorie	Modalité proposée	Observations
COM	Responsable service communication	A	Détachement Attaché / IGE	Actuellement occupé par CDD catégorie A
DRH	Responsable service gestion personnels enseignants	A	Mutation ou détachement Attaché / IGE	Actuellement occupé par titulaire catégorie A détaché
SPI	Technicien des métiers de l'image et du son	A	Concours interne ASI BAP F - Assistant des métiers de l'image et du son	Actuellement occupé par titulaire catégorie B
SGIT	Electricien	C	Intégration ADT	Actuellement occupé par CDD catégorie C

Recrutements de contractuels

BIATSS

1. Recrutements de contractuels en remplacement de titulaires sortants

BIATSS

Propositions 2019/2020				
Service d'affectat°	Fonction	Catégorie	Modalité proposée	Observations
CABINET	Ingénieur projets Smart Campus / Campus Innov	A / Temps complet	CDD IGE	suite départ à la retraite au 01/09/2019
DSPG	Adjoint-e en gestion administrative	C / Temps complet	CDD ADT	suite départ à la retraite au 01/09/2019
IUT	Secrétariat de département	C / Temps complet	CDD ADT	suite départ à la retraite au 01/09/2019
LASIE	Ingénieur-e en techniques expérimentales	A / Temps complet	CDD IGE	si départ à la retraite du titulaire confirmé
LIENSs	Ingénieur-e en techniques d'analyse chimique	A / Temps complet	CDD IGE	suite départ du titulaire au 01/01/2019

2. Recrutements de contractuels sur des emplois déjà pourvus par des contractuels avec changement de typologie de contrat

BIATSS

Propositions 2019/2020				
Service d'affectat°	Statut contractuel sortant	Catégorie	Modalité proposée	Observations
DAF	CDI	C / Temps complet	CDD ADT	Gestionnaire dépenses suite départ à la retraite au 01/07/2019
FLASH	CDI	C / Temps complet	CDD ADT	Adjoint-e en gestion administrative si départ à la retraite confirmé
FST	CDI	C / Temps complet	CDD ADT	Assistant administratif et technique suite départ à la retraite au 01/02/2019

3. Recrutements de contractuels pour répondre à des besoins nouveaux ou pérenniser des missions temporaires

BIATSS

Propositions 2019/2020				
Service d'affectat°	Fonction	Catégorie	Modalité proposée	Observations
DAF	Gestionnaire financier	C / Temps complet	CDD ADT	Pérennisation d'un emploi créé pour 1 an en campagne d'emplois 2018
DGS	Délégué à la Protection des Données	A / Temps complet	CDD IGE	Missions obligatoires RGPD assurées de manière transitoire par le VP Num.
DGS	Chargée projet d'établissement / projet FEDER	A / Temps complet	CDD IGE	Renouvellement du 01/09 au 31/12/2019
DRPI	Gestionnaire financier	B / Temps complet	CDD TECH	Renfort CRB05 + CPER
DRPI	Adjoint en gestion administrative	C / Temps complet	CDD ADT	Mutualisation LASIE/LIENSs/L3i pour renforcer les équipes de gestion
ESPACE CULTURE	Régisseur	B / Temps incomplet	B / Temps complet	Passage à temps complet
LIENSs	Assistant ingénieur d'exploitation d'instrument	A / Temps complet	CDI ASI	Financement par le laboratoire en 2019
SGIT	Chargée d'opérations immobilières	A / Temps complet	CDD IGE	Nouvelle expertise doublée d'un accroissement des projets du service

Rehaussement et Revalorisations indiciaires

BIATSS contractuels

Propositions 2019/2020		
Service d'affectat°	Catégorie	Modalité proposée
DAF	B	Rehaussement ASI
DSI	A	Revalorisation indiciaire
POI	A	Revalorisation indiciaire
SDSU	A	Revalorisation indiciaire

Renouvellements de contractuels sur des emplois permanents déjà pourvus par des contractuels

BIATSS

Le principe du renouvellement ou du recrutement d'agents contractuels, sur les emplois permanents déjà pourvus par des contractuels, est proposé dans cette campagne.

	CATEGORIE A		CATEGORIE B		CATEGORIE C		TOTAL
	Nombre	Corps / Fonction	Nombre	Corps / Fonction	Nombre	Corps / Fonction	
Agence Comptable					1	ADT / Gestionnaire dépenses	1
Cabinet	2	IGE / Directeur-rice de cabinet IGE / Coordinateur-rice relations filières socio-économiques					2
CEBC			1	TECH / Technicien-ne biologiste			1
DEVU	2	IGE / Chargé-e d'études statistiques IGE / Responsable SAJS			2	ADT / Secrétaire de scolarité ADT / Secrétaire de scolarité (50%)	4
DRI					1	ADT / Assistant-e relations internationales	1
DRPI			1	TECH / Gestionnaire budgétaire			1
DSI	1	Apprenti-e					1
IUT	1	ASI / Responsable service communication	1	TECH / Technicien-ne électronicien-ne			2
LASIE	1	ASI / Assistant-e en instrumentation scientifique et techniques expérimentales					1
PFC	1	IGE / Conseillère formation continue					1
SDSU	1	PSY / Psychologue					1
SHSE					1	ADT / Assistant-e en gestion administrative (50%)	1
TOTAL	9		3		5		17

Enseignants et enseignants-chercheurs

Synthèse

	Nombre de propositions	Coûts		
		Coût chargé 2018-2019	Coût chargé 2019-2020	Ecart annuel
Recrutements de titulaires	9	411 912 €	791 856 €	+379 944 €
Recrutements de CDD en remplacement de titulaires sortants	3	272 832 €	102 988 €	-169 844 €
Recrutements de CDD en remplacement de contracuels sortants, AVEC changement de type de contrat	3	57 794 €	96 251 €	+38 457 €
Recrutements de CDD pour répondre à des besoins nouveaux	2	-€	63 253 €	+63 253 €
Recrutements/renouvellements de CDD en remplacement de CDD sortants, SANS changement de type de contrat	50			
TOTAL ENS	**67**	**742 538 €**	**1 054 348 €**	**+311 810 €**

Recrutements de titulaires

Enseignants et enseignants-chercheurs

Propositions 2019/2020

Labo. et/ou Composante d'affectation	CORPS	Modalité proposée	Section CNU / Discipline
DSPG / CEJEP	PR	Mutation ou concours	01
DSPG / CEREGE	PR	Concours article 46-1	06
FST / LaSIE	PR	Concours article 46, 1°	60

Propositions 2019/2020			
Labo. et/ou Composante d'affectation	CORPS	Modalité proposée	Section CNU / Discipline
FST / LIENSs	PR	Concours article 46, 1°	64
FST / LIENSs	MCF	Concours article 26-I-1°	67/68
FLASH	MCF	Concours article 26-I-2°	23
FST / L3i	MCF	Concours article 26-I-1°	27
FLASH	PRAG/PRCE	Mutation	Anglais
IUT	PRAG/PRCE	Mutation	Informatique

Recrutements de titulaires

Enseignants et enseignants-chercheurs

4. Recrutements de contractuels en remplacement de titulaires sortants

Enseignants et enseignants-chercheurs

Propositions 2019/2020				
Labo. et/ou Composante d'affectation	CORPS TITULAIRE SORTANT	Modalité proposée	Section CNU / Discipline	Observations
FST / LASIE	PR	ECC	Chimie des matériaux	suite départ à la retraite au 26/12/2018
FST / LIENSS	PR	ATER 100 %	biochimie - biologie moléculaire	suite départ à la retraite au 01/09/2019
FST	PRAG/PRCE	ENS CDD	Mathématiques /didactique	suite départ à la retraite au 01/09/2019

5. Recrutements de contractuels sur des emplois déjà pourvus par des contractuels avec changement de typologie de contrat

Enseignants et enseignants-chercheurs

Propositions 2019/2020				
Labo. et/ou Composante d'affectation	STATUT CONTRACTUEL SORTANT	Modalité proposée	Section CNU / Discipline	Observations
DSPG	ENS CDI	ENS CDD	Sciences de gestion	suite départ à la retraite au 30/10/2018
FLASH / CRHIA	PAST PR 50%	PAST MCF 50%	Droit	suite fin de contrat au 31/08/2019
FST / LASIE	PAST PR 50%	ECC	Génie civil	suite départ à la retraite au 01/01/2019 ! Attention support PAST vacant soit 0,5 ETP

6. Recrutements de contractuels pour répondre à des besoins nouveaux

Enseignants et enseignants-chercheurs

Propositions 2019/2020				
Labo. et/ou Composante d'affectation	STATUT	Modalité proposée	Section CNU / Discipline	Observations
FST / CEBC	ATER 100%	recrutement	Biologie	
FST / LASIE	ATER 50%	recrutement	Génie civil	

Renouvellements de contractuels sur des emplois déjà pourvus par des contractuels

Enseignants et enseignants-chercheurs

Le principe du renouvellement ou du recrutement d'agents contractuels, sur les emplois déjà pourvus par des contractuels, est proposé dans cette campagne.

	ATER 50%		ATER 100%		ENS CDD		ECC		LECTEUR		MAITRE DE LANGUES		PAST MCF 50%		PAST PR 50%		TOTAL
	Nombre	**Discipline**	**Nombre**	**Discipline**	**Nombre**	**Discipline**	**Nombre**	**Discipline**	**Nombre**	**Discipline**	**Nombre**	**Discipline**	**Nombre**	**Discipline**	**Nombre**	**Discipline**	
CIEL					**2**	2 Anglais											**2**
DSPG	**2**	1 Droit privé 1 Sciences de gestion	**2**	1 Droit privé 1 Droit public	**1**	1 Droit privé	**6**	1 Droit privé 1 Droit public 4 Sciences de gestion					**2**	1 Droit public 1 Sciences de gestion	**1**	1 Droit privé	**14**
FLASH			**1**	1 Histoire contemporaine	**5**	>FLE >Coréen 1 Espagnol 1 Histoire-Géo	**3**	1 Espagnol 1 Indonésien 1 Géographie	**3**	1 Chinois 1 Portugais 1 Indonésien	**1**	1 Indonésien	**2**	1 Géographie 1 Histoire et civilisations			**15**
FST	**1**	1 Mathématiques et applications	**2**	2 Informatique	**1**	1 Informatique	**2**	1 Informatique 1 Mathématiques et applications							**1**	1 Informatique	**7**
IUT	**1**	1 Sciences de gestion	**2**	1 Informatique et génie informatique 1 Génie informatique	**2**	1 Anglais 1 Lettres modernes	**2**	1 Génie informatique 1 Biochimie et biologie moléculaire									**7**

	ATER 50 %		ATER 100 %		ENS CDD		ECC		LECTEUR		MAITRE DE LANGUES		PAST MCF 50%		PAST PR 50%		TOTAL
	Nombre	Discipline	Nombre	Discipline	Nombre	Discipline	Nombre	Discipline	Nombre	Discipline	Nombre	Discipline	Nombre	Discipline	Nombre	Discipline	
LIENSs			3	1 Biochimie nutritionnelle 1 Sciences de la Terre 1 Géographie			2	1 Biologie 1 Biochimie-biologie moléculaire									5
TOTAL	4		10		11		15		3		1		4		2		50

Délibération n° 2018-12-17-2-2 : Modification du tarif du diplôme d'université (DU) Médiation et règlement des conflits (MRC)

Séance du 17 décembre 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 613-2 et L. 712-3,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,
Vu la délibération n° 2013-11-25-3-2 : Création du diplôme universitaire « médiation et règlement des conflits »,
Vu l'avis favorable du conseil de l'UFR Droit, Science Politique et de Gestion du 15 novembre 2018,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 22 voix pour, 1 voix contre, 2 abstentions,

FIXE le tarif d'inscription du diplôme d'université « Médiation et règlement des conflits » à 4 100 euros sous réserve de la constatation préalable de l'équilibre financier pour cette formation. Cet équilibre est atteint à compter de l'inscription de treize stagiaires.

Fait à La Rochelle, le 17 décembre 2018.

Le président
Jean-Marc Ogier

Délibération n° 2018-12-17-2-3 : Modification de la modalité de prise en compte de l'équivalence TD/TP pour les enseignants et enseignants-chercheurs contractuels de l'université

Séance du 17 décembre 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-3 et L. 954-3,
Vu le décret n° 81-535 du 12 mai 1981 relatif au recrutement de professeurs contractuels,
Vu le décret n° 92-131 du 5 février 1992 relatif au recrutement d'enseignants contractuels dans les établissements d'enseignement supérieur,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,
Vu la délibération n° 2017-05-29- 4-2 relative aux nouvelles modalités de recours aux contrats d'enseignement et d'enseignement et de recherche à l'université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 23 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention,

APPROUVE la modification suivante apportée à la note du 19 juin 2018 relative à la procédure de gestion des charges d'enseignement 2018-2019 à l'Université de La Rochelle :

Dans le cadre de l'obligation de service des enseignants contractuels (384 hetd) et des enseignants-chercheurs contractuels (192 hetd), une heure de travaux pratiques sera équivalente à une heure de travaux dirigés, afin d'appliquer la règle en vigueur pour les enseignants-chercheurs titulaires. Ainsi, au-delà de l'obligation de service, une heure de travaux pratiques restera prise en compte pour l'équivalent des 2/3 d'une heure de travaux dirigés.

Cette mesure vise à s'appliquer à l'année universitaire en cours et prend donc effet à compter du 1er septembre 2018.

Fait à La Rochelle, le 17 décembre 2018.

Le président

Jean-Marc Ogier

Délibération n° 2018-12-17-2-4 : Proposition d'admissions en non-valeur

Séance du 17 décembre 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-3 et R. 719-89,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,
Vu l'avis favorable de l'agent comptable,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, à l'unanimité (avec 24 voix pour),

PROPOSE au président de l'université, les admissions en non-valeur des créances suivantes :

Date	Références	Débiteur	Objet	DÉBIT	CRÉDIT	SOLDE	OBSERVATIONS
14/12/2017	Compte 51773	X	Droits d'inscription 2017-2018 – L2 Sciences	406,10 €	271,10 €	135,00 €	Plusieurs relances écrites en vain- Montant trop faible pour faire une saisie sur compte bancaire (seuil de 160,00 €)
2015	Compte 4162	X	Première échéance DAEU	366,66 €		366,66 €	Dossier confié à l'étude d'huissier en 2016 – Poursuites infructueuses – Certificat déclinatoire du 18/09/2018 par l'étude d'huissiers.
12/10/2017	Compte 51173	X	Droits d'inscription 2017-2018 – L3 Sciences	270 €		270 €	Plusieurs relances en vain – Saisie de créance simplifiée sur compte bancaire : situation négative du LCL (Document reçu le 15 octobre 2018)
Total ANV						**771,66 €**	

Fait à La Rochelle, le 17 décembre 2018.

Le président
Jean-Marc Ogier

Délibération n° 2018-12-17-3-1 : Capacités d'accueil en première année de licence

Séance du 17 décembre 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 612-3 et L. 712-3,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,
Vu la délibération n° 2017-12-18-4 relative aux capacités d'accueil en première année de licence,

Vu les avis de la Flash, de la faculté de droit, de science politique et de gestion et de la faculté des sciences et technologies,
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 11 décembre 2018,

Considérant notamment le budget de l'université, son offre de formation et son potentiel enseignant,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 22 voix pour, 0 voix contre, 2 abstentions,

APPROUVE les capacités d'accueil en première année de licence telle que détaillées par mention et parcours dans le tableau suivant :

Domaine	Mention – parcours	Capacité néo entrants et réorientations
Sciences, technologies, santé	L1 Génie Civil	80
	L1 Informatique	130
	L1 Mathématiques	45
	L1 Physique chimie	36
	L1 Sciences de la vie	148
	L1 Sciences de la terre	35
	L1 Sciences pour la santé	80
	L1 CMI Génie Civil	5
	L1 CMI Informatique	10
	L1 CMI Physique chimie	9
	L1 CMI Sciences de la vie	7
	L1 CMI sciences de la terre	5
	L1 CMI Sciences pour la santé	10
Sous total Sciences, technologies, santé		**600**
Lettres, langues, arts et sciences humaines	L1 Lettres	100
	L1 Histoire	130
	L1 double licence Histoire-Géographie	15
	L1 Géographie	50
	L1 double licence Géographie-Histoire	7
	L1 CMI Géographie	8
	L1 Langues étrangères appliquées – anglais-chinois	130
	L1 Langues étrangères appliquées – anglais-coréen	55
	L1 Langues étrangères appliquées – anglais-indonésien	35
	L1 Langues étrangères appliquées – anglais-espagnol-portugais	160
Sous total Lettres, langues, arts et sciences humaines		**690**
Droit, économie, gestion	L1 Droit	300
	L1 Gestion	300
Sous total Droit économie, gestion		**600**

La délibération n° 2017-12-18-4 relative aux capacités d'accueil en première année de licence est abrogée.

Fait à La Rochelle, le 17 décembre 2018.

Le président
Jean-Marc Ogier

Délibération n° 2018-12-17-3-2 : Capacités d'accueil en deuxième cycle

Séance du 17 décembre 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 612-6, L. 612-6-1 et L. 712-3,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,
Vu la délibération n° 2018-03-12-2-2 relative aux capacités d'accueil et modalités de sélection pour l'accès en deuxième cycle,
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 11 décembre 2018,

Considérant les moyens d'enseignement dont dispose l'université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 23 voix pour, 0 contre, 1 abstention,

DÉCIDE

Article 1

Les capacités d'accueil pour l'accès en deuxième cycle à l'université de La Rochelle à compter de la rentrée 2019 sont fixées par formation conformément au tableau annexé à la présente délibération.

Article 2

L'admission dans ces formations est subordonnée, selon les formations, soit à l'examen du dossier du candidat, soit au succès à un concours, selon les indications figurant dans le tableau annexé à la présente délibération.

Sauf cas particulier précisé dans le tableau annexé à la présente délibération, le concours comporte une phase d'admissibilité et une phase d'admission s'organisant comme suit. La phase d'admissibilité consiste en l'examen du dossier du candidat. À l'issue de la phase d'admissibilité, la commission d'admission établit, par ordre alphabétique, la liste des candidats autorisés à prendre part à la phase d'admission. La phase d'admission consiste en un entretien.

Article 3

La composition du dossier de candidature est la suivante :

> le document « dossier de candidature » proprement dit, correspondant à la formation demandée, disponible sur le site internet de l'université et transmis par le candidat, avec toutes les pièces requises, dans le délai fixé pour la formation visée ;
> un descriptif du cursus suivi par le candidat, permettant notamment d'apprécier les objectifs et les compétences visées par la formation antérieure ;
> les diplômes, certificats, relevés de notes permettant d'apprécier la nature et le niveau des études suivies ;
> selon les formations, le cas échéant, il pourra également être demandé au candidat de fournir les pièces suivantes :
  – un curriculum vitae ;
  – une lettre de motivation exposant le projet professionnel ;
  – le score IAE-Message ;
  – une attestation spécifique à la nature des enseignements de la formation visée ;
  – une ou plusieurs lettres de recommandation dont il pourra être exigé qu'elles émanent d'un professionnel extérieur à l'établissement.

Article 4

Les dates limites de dépôt des dossiers de candidature sont fixées par formation. Elles figurent sur le site internet de l'université.

Article 5

La délibération n° 2018-03-12-2-2 relative aux capacités d'accueil et modalités de sélection pour l'accès en deuxième cycle est abrogée à compter du 1er juillet 2019.

Annexe

Domaine	Mention	Niveau de sélection	Capacité d'accueil	Modalités de sélection
Sciences, technologies, santé	Sciences pour l'environnement parcours Géosciences et géophysique du littoral	M1	16	Concours
	Sciences pour l'environnement parcours Gestion de l'environnement et écologie littorale	M1	40	Concours
	Biotechnologies parcours Biochimie	M1	30	Examen du dossier
	Biotechnologies parcours Génie biotechnologique et management en agro-industries	M1	36	Examen du dossier
	Informatique	M1	60	Examen du dossier
	Mathématiques et applications	M1	20	Examen du dossier
	Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation 2nd degré parcours Mathématiques	M1	25	Examen du dossier
	Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation 2nd degré parcours Sciences de la vie et de la Terre	M1	16	Examen du dossier
	Génie civil parcours Ingénierie du bâtiment : gestion et intégration de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (IB-GI3ER)	M1	40	Examen du dossier
	Génie civil parcours Ingénierie du bâtiment : techniques nouvelles pour la construction et la réhabilitation (IB-TNCR)	M1	70	Examen du dossier
	Sciences et génie des matériaux	M1	40	Examen du dossier
Sciences humaines et sociales	Histoire parcours Direction de projets ou établissements culturels	M1	20	Concours
	Sciences pour l'environnement parcours Géographie appliquée à la gestion des littoraux	M1	20	Examen du dossier
	Histoire parcours e-tourisme et ingénierie culturelle des patrimoines	M1	20	Concours
	Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation 2nd degré parcours Histoire-géographie	M1	25	Examen du dossier
	Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation 1er degré	M1	160	Examen du dossier

Domaine	Mention	Niveau de sélection	Capacité d'accueil	Modalités de sélection
Arts, lettres, langues	Langues étrangères appliquées parcours Direction de projets audiovisuels et numériques	M1	10	Concours
	Management et commerce international	M1	40	Examen du dossier
	Langues étrangères appliquées parcours Langues, culture, affaires internationales – Amériques	M1	24	Examen du dossier
	Langues étrangères appliquées parcours Langues, culture, affaires internationales – Asie	M1	55	Examen du dossier
Droit, économie, gestion	Justice, procès et procédures	M2	30	Examen du dossier
	Droit public	M2	25	Examen du dossier
	Droit de l'entreprise	M2	25	Examen du dossier
	Droit du numérique	M1	20	Examen du dossier
	Droit des assurances	M2	30	Examen du dossier
	Marketing vente	M1	25	Concours
	Tourisme	M1	22	Concours
	Management et administration des entreprises	M1	30	Examen du dossier
	Management des systèmes d'information	M1	20	Concours
	Sciences pour l'environnement parcours Management environnemental	M1	20	Concours

Fait à La Rochelle, le 17 décembre 2018.

Le président de l'université de La Rochelle
Jean-Marc Ogier

Délibération n° 2018-12-17-4-1 : Désignation par voie de tirage au sort d'un représentant des enseignants-chercheurs du conseil d'administration de l'université de La Rochelle pour siéger en qualité de représentant titulaire du personnel dans le groupe 3 (personnels des bibliothèques et musées) catégorie C de la commission paritaire d'établissement (CPE)

Séance du 17 décembre 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 712-3,
Vu le décret n° 99-272 du 6 avril 1999 relatif aux commissions paritaires d'établissement des établissements publics d'enseignement supérieur, notamment son article 18,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,
Vu l'arrêté n° 2018-592 du 13 novembre 2018 portant proclamation des résultats de l'élection des représentants du personnel à la commission paritaire d'établissement (CPE),
Vu le courriel du 27 novembre 2018 à 11h16 de Madame Diane Barthon de Montbas indiquant refuser de siéger en qualité de représentante titulaire du personnel dans le groupe 3 catégorie C de la commission paritaire d'établissement (CPE), suite à sa désignation par voie de tirage au sort,

Vu le procès-verbal du tirage au sort du 17 décembre 2018 réalisé au cours de la séance du conseil d'administration,

APRÈS AVOIR PROCÉDÉ À UN TIRAGE AU SORT,

DÉSIGNE, parmi les élus enseignants-chercheurs du conseil d'administration, Isabelle Sueur, représentante titulaire du personnel dans le groupe 3 (personnels des bibliothèques et musées) catégorie C de la commission paritaire d'établissement (CPE) de l'université de La Rochelle.

Fait à La Rochelle, le 17 décembre 2018.

Le président

Jean-Marc Ogier

ARRÊTÉS

Arrêté n° 2018-677 du 10 décembre 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Cyrille Barthélémy)

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2, dernier alinéa et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'université,
Vu l'arrêté n° 2018-361 du 3 février 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Cyrille Barthélémy),

ARRÊTE

Article 1 : Délégation de signature

Le président de l'université de La Rochelle donne délégation de signature financière pour les opérations de visa, de validation électronique des engagements juridiques et de constatation du service fait dans les applications informatiques financières « FoRmULR » et « GFC-dépenses » de l'université de La Rochelle à Cyrille Barthélémy, directeur de l'IUT.

Cette délégation de signature et de validation est accordée sur l'entité budgétaire suivante :
CRB04/POLE ALTERNANCE/APP IUT ADGE
CRB04/POLE ALTERNANCE/APP IUT LP ASUR
CRB04/POLE ALTERNANCE/APP IUT LP ATL
CRB04/POLE ALTERNANCE/APP IUT LP CDTL
CRB04/POLE ALTERNANCE/APP IUT LP MASERTIC
CRB04/POLE ALTERNANCE/APP IUT LP TPEC
CRB04/POLE ALTERNANCE/PRO IUT ADGE
CRB04/POLE ALTERNANCE/PRO IUT LP ASUR
CRB04/POLE ALTERNANCE/PRO IUT LP ATL
CRB04/POLE ALTERNANCE/PRO IUT LP IRM
CRB04/POLE ALTERNANCE/PRO IUT LP MASERTIC
CRB04/POLE ALTERNANCE/PRO IUT LP TPEC
et pour toutes les entités et lignes budgétaires en dépendant, dans les conditions définies aux articles suivants du présent arrêté.

Article 2 : Fonctionnement (hors mission) et équipement

La présente délégation de signature concerne :

> les engagements juridiques quel que soit le montant ; au-delà de 10 000 euros HT, les engagements juridiques devront recueillir le visa du service achats/marchés,

> la constatation du service fait,

> la facturation de prestations externes,

> toute attestation nécessaire dans le cadre des dépenses de fonctionnement (hors mission) et des dépenses d'équipement.

Article 3 : Missions

a) Missions sur et hors du territoire français métropolitain, hors zones dites « à risque » déconseillées par le Ministère des Affaires Étrangères.

La présente délégation porte sur :

> les ordres de missions avec ou sans remboursement, hors zones dites « à risque » identifiées par le Ministère des Affaires Étrangères,
> les autorisations d'invitation des personnes extérieures,
> les états de frais de déplacements,
> toute attestation nécessaire dans le cadre des déplacements,

b) Missions à l'étranger dans les zones dites « à risque », déconseillées par le Ministère des Affaires étrangères.

Les ordres de missions avec ou sans remboursement sont validés par le président de l'université ou la directrice générale des services après visa du responsable de l'entité budgétaire, dans un délai de trois semaines avant la date de départ du missionnaire.

Article 4 : Abrogation de la délégation de signature

L'arrêté n° 2018-361 du 3 février 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Cyrille Barthélémy) est abrogé.

Article 5 : Mesures d'exécution et de publicité

La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 10 décembre 2018

Le président

Jean-Marc OGIER

Copie à l'intéressé
Copie à l'agent comptable

Arrêté n° 2018-678 du 10 décembre 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Annaïg Rabah)

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2, dernier alinéa et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'université,
Vu les arrêtés n° 2017-714 du 21 décembre 2017 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Annaïg Rabah),

ARRÊTE

Article 1 : Délégation de signature

Le président de l'université de La Rochelle donne délégation de signature financière pour les opérations de visa, de validation électronique des engagements juridiques et de constatation du service fait dans les applications informatiques financières « FoRmULR » et « GFC-dépenses » de l'université de La Rochelle à Annaïg Rabah, directeur de l'IUT.

Cette délégation de signature et de validation est accordée sur l'entité budgétaire suivante :
CRB04/POLE ALTERNANCE/APP IUT ADGE
CRB04/POLE ALTERNANCE/APP IUT LP ASUR
CRB04/POLE ALTERNANCE/APP IUT LP ATL
CRB04/POLE ALTERNANCE/APP IUT LP CDTL
CRB04/POLE ALTERNANCE/APP IUT LP MASERTIC
CRB04/POLE ALTERNANCE/APP IUT LP TPEC
CRB04/POLE ALTERNANCE/PRO IUT ADGE
CRB04/POLE ALTERNANCE/PRO IUT LP ASUR
CRB04/POLE ALTERNANCE/PRO IUT LP ATL
CRB04/POLE ALTERNANCE/PRO IUT LP IRM
CRB04/POLE ALTERNANCE/PRO IUT LP MASERTIC
CRB04/POLE ALTERNANCE/PRO IUT LP TPEC
et pour toutes les entités et lignes budgétaires en dépendant, dans les conditions définies aux articles suivants du présent arrêté.

Article 2 : Fonctionnement (hors mission) et équipement

La présente délégation de signature concerne :

> les engagements juridiques quel que soit le montant ; au-delà de 10 000 euros HT, les engagements juridiques devront recueillir le visa du service achats/marchés,
> la constatation du service fait,
> la facturation de prestations externes,
> toute attestation nécessaire dans le cadre des dépenses de fonctionnement (hors mission) et des dépenses d'équipement.

Article 3 : Missions

a) Missions sur et hors du territoire français métropolitain, hors zones dites « à risque » déconseillées par le Ministère des Affaires Étrangères.

La présente délégation porte sur :

> les ordres de missions avec ou sans remboursement, hors zones dites « à risque » identifiées par le Ministère des Affaires Étrangères,
> les autorisations d'invitation des personnes extérieures,
> les états de frais de déplacements,
> toute attestation nécessaire dans le cadre des déplacements,

b) Missions à l'étranger dans les zones dites « à risque », déconseillées par le Ministère des Affaires étrangères.

Les ordres de missions avec ou sans remboursement sont validés par le président de l'université ou la directrice générale des services après visa du responsable de l'entité budgétaire, dans un délai de trois semaines avant la date de départ du missionnaire.

Article 4 : Abrogation de la délégation de signature

L'arrêté n° 2017-714 du 21 décembre 2017 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Annaïg Rabah) est abrogé.

Article 5 : Mesures d'exécution et de publicité

La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 10 décembre 2018

Le président

Jean-Marc OGIER

Copie à l'intéressé
Copie à l'agent comptable

Arrêté n° 2018-690 du 11 décembre 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Grâce Kraska)

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2, dernier alinéa et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'université,
Vu l'arrêté n° 2018-234 du 11 avril 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Grâce Kraska),

ARRÊTE

Article 1 – Délégation de signature

Le président de l'université de La Rochelle donne délégation de signature financière pour les opérations de visa, de validation électronique des engagements juridiques et de constatation du service fait dans les applications informatiques financières « FoRmULR » et « GFC-dépenses » de l'université de La Rochelle à Grâce Kraska, ingénieur.

Cette délégation de signature et de validation est accordée sur l'entité budgétaire suivante : CRB10/SMART CAMPUS et pour toutes les entités et lignes budgétaires en dépendant, dans les conditions définies aux articles suivants du présent arrêté.

Article 2 – Fonctionnement (hors mission) et équipement

La présente délégation de signature concerne :

> les engagements juridiques quel que soit le montant ; au-delà de 10 000 euros HT, les engagements juridiques devront recueillir le visa du service achats/marchés,
> la constatation du service fait,
> la facturation de prestations externes,
> toute attestation nécessaire dans le cadre des dépenses de fonctionnement (hors mission) et des dépenses d'équipement.

Article 3 – Missions

a) Missions sur et hors du territoire français métropolitain, hors zones dites « à risque » déconseillées par le Ministère des Affaires Étrangères.

La présente délégation porte sur :

> les ordres de missions avec ou sans remboursement, hors zones dites « à risque » identifiées par le Ministère des Affaires Étrangères,

> les autorisations d'invitation des personnes extérieures,

> les états de frais de déplacements,

> toute attestation nécessaire dans le cadre des déplacements,

b) Missions à l'étranger dans les zones dites « à risque », déconseillées par le Ministère des Affaires étrangères.

Les ordres de missions avec ou sans remboursement sont validés par le président de l'université ou la directrice générale des services après visa du responsable de l'entité budgétaire, dans un délai de trois semaines avant la date de départ du missionnaire.

Article 4 – Abrogation de la délégation de signature

L'arrêté n° 2018-234 du 11 avril 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Grâce Kraska) est abrogé.

Article 5 – Entrée en vigueur du présent arrêté

Le présent arrêté prend effet à compter du 3 janvier 2019.

Article 6 – Mesures d'exécution et de publicité

La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 11 décembre 2018

Le président

Jean-Marc OGIER

Copie à l'intéressée
Copie à l'agent comptable

Arrêté n° 2018-691 du 11 décembre 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Vincent Courboulay)

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2, dernier alinéa et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'université,

Vu l'arrêté n° 2018-372 du 5 septembre 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Vincent Courboulay),

ARRÊTE

Article 1 – Délégation de signature

Le président de l'université de La Rochelle donne délégation de signature financière pour les opérations de visa, de validation électronique des engagements juridiques et de constatation du service fait dans les applications informatiques financières « FoRmULR » et « GFC-dépenses » de l'université de La Rochelle à Vincent Courboulay, enseignant-chercheur en informatique.

Cette délégation de signature et de validation est accordée sur l'entité budgétaire suivante : CRB10/SMART CAMPUS et pour toutes les entités et lignes budgétaires en dépendant, dans les conditions définies aux articles suivants du présent arrêté.

Article 2 – Fonctionnement (hors mission) et équipement

La présente délégation de signature concerne :

> les engagements juridiques quel que soit le montant ; au-delà de 10 000 euros HT, les engagements juridiques devront recueillir le visa du service achats/marchés,
> la constatation du service fait,
> la facturation de prestations externes,
> toute attestation nécessaire dans le cadre des dépenses de fonctionnement (hors mission) et des dépenses d'équipement.

Article 3 – Missions

a) Missions sur et hors du territoire français métropolitain, hors zones dites « à risque » déconseillées par le Ministère des Affaires Étrangères.

La présente délégation porte sur :

> les ordres de missions avec ou sans remboursement, hors zones dites « à risque » identifiées par le Ministère des Affaires Étrangères,
> les autorisations d'invitation des personnes extérieures,
> les états de frais de déplacements,
> toute attestation nécessaire dans le cadre des déplacements,

b) Missions à l'étranger dans les zones dites « à risque », déconseillées par le Ministère des Affaires étrangères.

Les ordres de missions avec ou sans remboursement sont validés par le président de l'université ou la directrice générale des services après visa du responsable de l'entité budgétaire, dans un délai de trois semaines avant la date de départ du missionnaire.

Article 4 – Abrogation de la délégation de signature

L'arrêté n° 2018-372 du 5 septembre 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Vincent Courboulay) est abrogé.

Article 5 – Entrée en vigueur du présent arrêté

Le présent arrêté prend effet à compter du 3 janvier 2019.

Article 6 – Mesures d'exécution et de publicité

La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 11 décembre 2018

Le président

Jean-Marc OGIER

Copie à l'intéressé
Copie à l'agent comptable

Arrêté n° 2018-692 du 7 décembre 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Mickaël Gouin)

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2, dernier alinéa et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'université,

ARRÊTE

Article 1 – Délégation de signature

Le président de l'université de La Rochelle donne délégation de signature financière pour les opérations de visa, de validation électronique des engagements juridiques et de constatation du service fait dans les applications informatiques financières « FoRmULR » et « GFC-dépenses » de l'université de La Rochelle à Mickaël Gouin, chef de projet Smart Campus.

Cette délégation de signature et de validation est accordée sur l'entité budgétaire suivante : CRB10/CAMPUS INOV et pour toutes les entités et lignes budgétaires en dépendant, dans les conditions définies aux articles suivants du présent arrêté.

Article 2 – Fonctionnement (hors mission) et équipement

La présente délégation de signature concerne :

> les engagements juridiques quel que soit le montant ; au-delà de 10 000 euros HT, les engagements juridiques devront recueillir le visa du service achats/marchés,
> la constatation du service fait,
> la facturation de prestations externes,
> toute attestation nécessaire dans le cadre des dépenses de fonctionnement (hors mission) et des dépenses d'équipement.

Article 3 – Missions

a) Missions sur et hors du territoire français métropolitain, hors zones dites « à risque » déconseillées par le Ministère des Affaires Étrangères.

La présente délégation porte sur :

> les ordres de missions avec ou sans remboursement, hors zones dites « à risque » identifiées par le Ministère des Affaires Étrangères,
> les autorisations d'invitation des personnes extérieures,
> les états de frais de déplacements,
> toute attestation nécessaire dans le cadre des déplacements,

b) Missions à l'étranger dans les zones dites « à risque », déconseillées par le Ministère des Affaires étrangères.

Les ordres de missions avec ou sans remboursement sont validés par le président de l'université ou la directrice générale des services après visa du responsable de l'entité budgétaire, dans un délai de trois semaines avant la date de départ du missionnaire.

Article 4 – Entrée en vigueur du présent arrêté

Le présent arrêté prend effet à compter du 3 janvier 2019.

Article 5 – Mesures d'exécution et de publicité

La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 7 décembre 2018

Le président

Jean-Marc OGIER

Copie à l'intéressé
Copie à l'agent comptable

Arrêté n° 2018-704 du 11 décembre 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Jean-Marc Wallet)

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2, dernier alinéa et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'université,

ARRÊTE

Article 1 – Délégation de signature

Le président de l'université de La Rochelle donne délégation de signature financière pour les opérations de visa, de validation électronique des engagements juridiques et de constatation du service fait dans les applications informatiques financières « FoRmULR » et « GFC-dépenses » de l'université de La Rochelle à Jean-Marc Wallet, directeur de la recherche, des partenariats et de l'innovation.

Cette délégation de signature et de validation est accordée sur l'entité budgétaire suivante : CRB10/TIGA et pour toutes les entités et lignes budgétaires en dépendant, dans les conditions définies aux articles suivants du présent arrêté.

Article 2 – Fonctionnement (hors mission) et équipement

La présente délégation de signature concerne :

> les engagements juridiques quel que soit le montant ; au-delà de 10 000 euros HT, les engagements juridiques devront recueillir le visa du service achats/marchés,
> la constatation du service fait,
> la facturation de prestations externes,
> toute attestation nécessaire dans le cadre des dépenses de fonctionnement (hors mission) et des dépenses d'équipement.

Article 3 – Missions

a) Missions sur et hors du territoire français métropolitain, hors zones dites « à risque » déconseillées par le Ministère des Affaires Étrangères.

La présente délégation porte sur :

> les ordres de missions avec ou sans remboursement, hors zones dites « à risque » identifiées par le Ministère des Affaires Étrangères,
> les autorisations d'invitation des personnes extérieures,
> les états de frais de déplacements,
> toute attestation nécessaire dans le cadre des déplacements,

b) Missions à l'étranger dans les zones dites « à risque », déconseillées par le Ministère des Affaires étrangères.

Les ordres de missions avec ou sans remboursement sont validés par le président de l'université ou la directrice générale des services après visa du responsable de l'entité budgétaire, dans un délai de trois semaines avant la date de départ du missionnaire.

Article 4 – Entrée en vigueur du présent arrêté

Le présent arrêté prend effet à compter du 3 janvier 2019.

Article 5 – Mesures d'exécution et de publicité

La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 11 décembre 2018

Le président

Jean-Marc OGIER

Copie à l'intéressé
Copie à l'agent comptable

Arrêté n° 2018-705 du 12 décembre 2018 fixant la liste des organisations syndicales de fonctionnaires habilitées à désigner des représentants du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) ainsi que la répartition des sièges auxquels elles ont droit

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 712-2 7°,

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique, notamment ses articles 39 et 42,
Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État, notamment son article 34,
Vu le décret n° 2012-571 du 24 avril 2012 relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur,
Vu les statuts de l'université,
Vu la délibération n° 2013-07-15-2-4 portant création du comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de l'université de La Rochelle,
Vu l'arrêté n° 2018-655 du 6 décembre 2018 portant proclamation des résultats de l'élection des représentants du personnel au comité technique d'établissement public de l'université de La Rochelle du 6 décembre 2018,

ARRÊTE

Article 1

Les organisations syndicales de fonctionnaires suivantes sont habilitées à désigner des représentants du personnel au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de l'université de La Rochelle :

Nom des organisations syndicales de fonctionnaires habilitées	**Nombre de sièges de représentants du personnel titulaires attribués**	**Nombre de sièges de représentants du personnel suppléants attribués**
SNPTES	3	3
FSU	3	3

Article 2

Les organisations syndicales de fonctionnaires susvisées disposent d'un délai maximal de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté pour désigner leurs représentants du personnel titulaires et suppléants au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'université de La Rochelle.

Article 3

La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 12 décembre 2018.

Le président

Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2018-706 du 12 décembre 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Laurent Hugot)

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2, dernier alinéa et R. 719-51 à R. 719-112,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'université,
Vu l'arrêté n° 2018-46 du 4 février 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Laurent Hugot),

ARRÊTE

Article 1 – Délégation de signature

Le président de l'université de La Rochelle donne délégation de signature financière pour les opérations de visa, de validation électronique des engagements juridiques et de constatation du service fait dans les applications informatiques financières « FoRmULR » et « GFC-dépenses » de l'université de La Rochelle à Laurent Hugot, directeur des études Masters 2 Histoire DPEC.

Cette délégation de signature et de validation est accordée sur l'entité budgétaire suivante : CRB07/MASTERS/DPEC et pour toutes les entités et lignes budgétaires en dépendant, dans les conditions définies aux articles suivants du présent arrêté.

Article 2 – Fonctionnement (hors mission) et équipement

La présente délégation de signature concerne :

> les engagements juridiques quel que soit le montant ; au-delà de 10 000 euros HT, les engagements juridiques devront recueillir le visa du service achats/marchés,
> la constatation du service fait,
> la facturation de prestations externes,
> toute attestation nécessaire dans le cadre des dépenses de fonctionnement (hors mission) et des dépenses d'équipement.

Article 3 – Missions

a) Missions sur et hors du territoire français métropolitain, hors zones dites « à risque » déconseillées par le Ministère des Affaires Étrangères.

La présente délégation porte sur :

> les ordres de missions avec ou sans remboursement, hors zones dites « à risque » identifiées par le Ministère des Affaires Étrangères,
> les autorisations d'invitation des personnes extérieures,
> les états de frais de déplacements,
> toute attestation nécessaire dans le cadre des déplacements,

b) Missions à l'étranger dans les zones dites « à risque », déconseillées par le Ministère des Affaires étrangères.

Les ordres de missions avec ou sans remboursement sont validés par le président de l'université ou la directrice générale des services après visa du responsable de l'entité budgétaire, dans un délai de trois semaines avant la date de départ du missionnaire.

Article 4 – Abrogation de la délégation de signature

L'arrêté n° 2018-46 du 4 février 2018 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa, et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Laurent Hugot) est abrogé.

Article 5 – Entrée en vigueur du présent arrêté
Le présent arrêté prend effet à compter du 3 janvier 2019.

Article 6 – Mesures d'exécution et de publicité
La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 12 décembre 2018

Le président

Jean-Marc OGIER

Copie à l'intéressé
Copie à l'agent comptable

Arrêté n° 2018-707 du 13 décembre 2018 portant nomination des jurys de délivrance du diplôme universitaire de technologie spécialité génie biologique

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 613-1 et D. 643-59 et suivants,
Vu l'arrêté du 3 août 2005 relatif au diplôme universitaire de technologie dans l'espace européen de l'enseignement supérieur, notamment son article 23,
Vu les propositions du directeur de l'IUT,

ARRÊTE

Article 1
Le jury des semestres 1, 2, 3 et 4 et de délivrance du diplôme universitaire de technologie spécialité génie biologique pour l'année universitaire 2018-2019 est composé de :

Cyrille BARTHÉLÉMY, maître de conférences et directeur de l'IUT, président
Martial SAFAR, professeur certifié et chef de département
Philippe CARBONNE, professeur certifié
Christelle BOUYER-CHAPMAN, animatrice péri-scolaire, centre social, AYTRÉ

Article 2
Ces dispositions sont portées à la connaissance des étudiants par voie d'affichage.

Article 3
La directrice générale des services et le directeur de l'IUT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 13 décembre 2018.

Le président

Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2018-708 du 13 décembre 2018 portant nomination des jurys de délivrance du diplôme universitaire de technologie spécialité génie civil – construction durable

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 613-1 et D. 643-59 et suivants,
Vu l'arrêté du 3 août 2005 relatif au diplôme universitaire de technologie dans l'espace européen de l'enseignement supérieur, notamment son article 23,
Vu les propositions du directeur de l'IUT,

ARRÊTE

Article 1

Le jury des semestres 1, 2, 3 et 4 et de délivrance du diplôme universitaire de technologie spécialité génie civil – construction durable pour l'année universitaire 2018-2019 est composé de :

Cyrille BARTHÉLÉMY, maître de conférences et directeur de l'IUT, président
Gérard SCHELLENBAUM, professeur agrégé et chef de département
Fabien GENDRON, professeur agrégé
Corentin AUBERNON, professeur agrégé
Olivier DESAYVRE, conducteur de travaux, ERC HARRANGER, Sainte-Soulle (17)

Article 2

Ces dispositions sont portées à la connaissance des étudiants par voie d'affichage.

Article 3

La directrice générale des services et le directeur de l'IUT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 13 décembre 2018.

Le président

Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2018-709 du 13 décembre 2018 portant nomination des jurys de délivrance du diplôme universitaire de technologie spécialité informatique

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 613-1 et D. 643-59 et suivants,
Vu l'arrêté du 3 août 2005 relatif au diplôme universitaire de technologie dans l'espace européen de l'enseignement supérieur, notamment son article 23,
Vu les propositions du directeur de l'IUT,

ARRÊTE

Article 1

Le jury des semestres 1, 2, 3 et 4 et de délivrance du diplôme universitaire de technologie spécialité informatique pour l'année universitaire 2018-2019 est composé de :

Cyrille BARTHÉLÉMY, maître de conférences et directeur de l'IUT, président
Philippe CROTTEREAU, professeur certifié et chef de département
Sylvain MARCHAND, professeur des universités

Scarlett ESTIVAL, attachée commerciale, entreprise Meyer Invest, Périgny

Article 2

Ces dispositions sont portées à la connaissance des étudiants par voie d'affichage.

Article 3

La directrice générale des services et le directeur de l'IUT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 13 décembre 2018.

Le président

Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2018-710 du 13 décembre 2018 portant nomination des jurys de délivrance du diplôme universitaire de technologie spécialité réseaux et télécommunications

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 613-1 et D. 643-59 et suivants,
Vu l'arrêté du 3 août 2005 relatif au diplôme universitaire de technologie dans l'espace européen de l'enseignement supérieur, notamment son article 23,
Vu les propositions du directeur de l'IUT,

ARRÊTE

Article 1

Le jury des semestres 1, 2, 3 et 4 et de délivrance du diplôme universitaire de technologie spécialité réseaux et télécommunications pour l'année universitaire 2018-2019 est composé de :

Cyrille BARTHÉLÉMY, maître de conférences et directeur de l'IUT, président

Thierry DUMARTIN, professeur agrégé et chef de département

Bernard HELLY, professeur agrégé

Olivier BRUNEAU, gérant du Groupe Telecom de l'Ouest, La Rochelle

Article 2

Ces dispositions sont portées à la connaissance des étudiants par voie d'affichage.

Article 3

La directrice générale des services et le directeur de l'IUT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 13 décembre 2018.

Le président

Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2018-711 du 13 décembre 2018 portant nomination des jurys de délivrance du diplôme universitaire de technologie spécialité techniques de commercialisation

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 613-1 et D. 643-59 et suivants,
Vu l'arrêté du 3 août 2005 relatif au diplôme universitaire de technologie dans l'espace européen de l'enseignement supérieur, notamment son article 23,
Vu les propositions du directeur de l'IUT,

ARRÊTE

Article 1

Le jury des semestres 1, 2, 3 et 4 et de délivrance du diplôme universitaire de technologie spécialité techniques de commercialisation pour l'année universitaire 2018-2019 est composé de :

Cyrille BARTHÉLÉMY, maître de conférences et directeur de l'IUT, président

Élodie CHAZALON, maître de conférences et chef du département

Philippe DAVID, professeur certifié

Eric JAUFRY, professeur certifié

Olivier LALLEMENT, maître de conférences

Magalie GRELLIER, psycho-somatothérapeute, La Rochelle

Article 2

Ces dispositions sont portées à la connaissance des étudiants par voie d'affichage.

Article 3

La directrice générale des services et le directeur de l'IUT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 13 décembre 2018.

Le président

Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2018-712 du 19 décembre 2018 portant proclamation des résultats des élections au conseil de l'institut universitaire de technologie (IUT) du 18 décembre 2018

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, ses articles L. 713-1, L. 713-9, L. 719-1 et suivants, D. 713-1, D. 719-1 et suivants,
Vu les statuts de l'université, notamment son article 3,
Vu les statuts de l'institut universitaire de technologie, notamment son titre II,
Vu l'arrêté n° 2018-600 du 20 novembre 2018 portant organisation de l'élection des représentants du personnel au conseil de l'institut universitaire de technologie (IUT) du 18 décembre 2018,
Vu l'arrêté n° 2018-601 du 21 novembre 2018 portant organisation de l'élection des représentants des usagers au conseil de l'institut universitaire de technologie (IUT) du 18 décembre 2018,
Vu l'arrêté n° 2018-654 du 6 décembre 2018 portant recevabilité des candidatures pour les élections au conseil de l'institut universitaire de technologie (IUT) du 18 décembre 2018,

ARRÊTE

Article 1 – Proclamation des résultats pour le collège A des professeurs d'université et personnels assimilés

Après vérification du procès-verbal de dépouillement du bureau de vote, le président de l'université a arrêté comme suit les résultats du scrutin :

Nombre de sièges à pourvoir	4
Nombre d'électeurs inscrits	9
Nombre de votants	6
Nombre de bulletins blancs ou nuls	0
Nombre de suffrages exprimés	6

A obtenu :

Collège A des professeurs d'université et personnels assimilés				
Nom de la liste	**N°**	**Noms des candidats**	**Nombre de voix**	**Nombre de sièges attribués**
PR unis pour l'IUT	**1**	Monsieur Alain GAUGUE	6	**4**
	2	Monsieur Patrice JOUBERT		
	3	Monsieur Sylvain MARCHAND		
	4	Monsieur Vincent RIDOUX		

Sont proclamés élus :

Monsieur Alain GAUGUE
Monsieur Patrice JOUBERT
Monsieur Sylvain MARCHAND
Monsieur Vincent RIDOUX

Article 2 – Proclamation des résultats pour le collège B des autres enseignants-chercheurs et personnels assimilés

Après vérification du procès-verbal de dépouillement du bureau de vote, le président de l'université a arrêté comme suit les résultats du scrutin :

Nombre de sièges à pourvoir	5
Nombre d'électeurs inscrits	32
Nombre de votants	24
Nombre de bulletins blancs ou nuls	1
Nombre de suffrages exprimés	23

A obtenu :

Collège B des autres enseignants-chercheurs et personnels assimilés				
Nom de la liste	**N°**	**Noms des candidats**	**Nombre de voix**	**Nombre de sièges attribués**
Interdep	**1**	Madame Petra GOMEZ	23	**5**
	2	Monsieur Sid-Ahmed REZZOUG		
	3	Madame Colette BESOMBES		
	4	Monsieur Farid AMMAR-BOUDJELAL		
	5	Madame Catherine HERAULT-FOURNIER		

Sont proclamés élus :

Madame Petra GOMEZ
Monsieur Sid-Ahmed REZZOUG
Madame Colette BESOMBES
Monsieur Farid AMMAR-BOUDJELAL
Madame Catherine HERAULT-FOURNIER

Article 3 – Proclamation des résultats pour le collège C des autres enseignants

Après vérification du procès-verbal de dépouillement du bureau de vote, le président de l'université a arrêté comme suit les résultats du scrutin :

Nombre de sièges à pourvoir	5
Nombre d'électeurs inscrits	38
Nombre de votants	20
Nombre de bulletins blancs ou nuls	0
Nombre de suffrages exprimés	20

A obtenu :

Collège C des autres enseignants				
Nom de la liste	**N°**	**Noms des candidats**	**Nombre de voix**	**Nombre de sièges attribués**
PRAG-PRCE INTERDEPARTEMENT	**1**	Madame Céline MARTEAU	20	**5**
	2	Monsieur Bernard HELLY		
	3	Madame Magali SLINGUE		
	4	Monsieur Gérard SCHELLENBAUM		
	5	Madame Annick LASSUS		

Sont proclamés élus :

Madame Céline MARTEAU Monsieur Bernard HELLY Madame Magali SLINGUE Monsieur Gérard SCHELLENBAUM Madame Annick LASSUS

Article 4 – Proclamation des résultats pour le collège D des chargés d'enseignement

Après vérification du procès-verbal de dépouillement du bureau de vote, le président de l'université a arrêté comme suit les résultats du scrutin :

Nombre de sièges à pourvoir	2
Nombre d'électeurs inscrits	2
Nombre de votants	2
Nombre de bulletins blancs ou nuls	0
Nombre de suffrages exprimés	2

A obtenu :

Collège D des chargés d'enseignement				
Nom de la liste	**N°**	**Noms des candidats**	**Nombre de voix**	**Nombre de sièges attribués**
	1	Monsieur Philippe MARER	2	**2**
	2	Madame Michelle LABADY		

Sont proclamés élus :

Monsieur Philippe MARER Madame Michelle LABADY

Article 5 – Proclamation des résultats pour le collège E des BIATSS (personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers de service, sociaux et de santé)

Après vérification du procès-verbal de dépouillement du bureau de vote, le président de l'université a arrêté comme suit les résultats du scrutin :

Nombre de sièges à pourvoir	4
Nombre d'électeurs inscrits	33
Nombre de votants	28
Nombre de bulletins blancs ou nuls	2
Nombre de suffrages exprimés	26

A obtenu :

Collège E des BIATSS (personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers de service, sociaux et de santé)				
Nom de la liste	**N°**	**Noms des candidats**	**Nombre de voix**	**Nombre de sièges attribués**
Voix des BIATSS	**1**	Madame Sandrine DESAYVRE	26	**4**
	2	Monsieur Olivier SAUZET		
	3	Madame Valérie BURLET		
	4	Monsieur Didier THIBAUT		

Sont proclamés élus :

Madame Sandrine DESAYVRE
Monsieur Olivier SAUZET
Madame Valérie BURLET
Monsieur Didier THIBAUT

Article 6 – Proclamation des résultats pour le collège F des usagers

Après vérification du procès-verbal de dépouillement du bureau de vote, le président de l'université a arrêté comme suit les résultats du scrutin :

Nombre de sièges à pourvoir	4 sièges de titulaires et 4 sièges de suppléants
Nombre d'électeurs inscrits	1204
Nombre de votants	63
Nombre de bulletins blancs ou nuls	7
Nombre de suffrages exprimés	56

A obtenu :

Collège F des usagers				
Nom de la liste	**N°**	**Noms des candidats**	**Nombre de voix**	**Nombre de sièges attribués**
Alliance GB-GCCD	**1**	Madame Jeanne BENTEJAC	56	**4 sièges de titulaires**
	2	Monsieur Ronan MARTIN		
	3	Madame Camille PIVAUT		
	4	Monsieur Hugo MARQUET		
	5			
	6			
	7			

	8			

Sont proclamés élus :

Titulaires	Suppléants
Madame Jeanne BENTEJAC	
Monsieur Ronan MARTIN	
Madame Camille PIVAUT	
Monsieur Hugo MARQUET	

Article 7 – Recours

Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées, dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats, devant la commission de contrôle des opérations électorales (Tribunal administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac, BP 541, 86020 Poitiers cedex). Une copie du recours est adressé par courriel au président de l'université : sajs@univ-lr.fr et president.larochelle@univ-lr.fr

Article 8 – Mesures d'exécution et de publicité

La directrice générale des services et le directeur de l'institut universitaire de technologie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 19 décembre 2018.

Le président

Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2018-713 du 19 décembre 2018 portant désignation des représentants de l'établissement et des représentants du personnel à la commission paritaire d'établissement (CPE) de l'université de La Rochelle

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation notamment son article L. 953-6,
Vu le décret n° 99-272 du 6 avril 1999 relatif aux commissions paritaires d'établissement des établissements publics d'enseignement supérieur,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,
Vu l'arrêté n° 2017-367 du 31 août 2017 portant désignation des représentant·e·s de l'administration et des représentant·e·s des personnels à la commission paritaire d'établissement de l'université de La Rochelle,
Vu l'arrêté n° 2018-592 du 13 novembre 2018 portant proclamation des résultats de l'élection des représentants du personnel à la commission paritaire d'établissement (CPE),
Vu le résultat du tirage au sort effectué le 17 décembre 2018 au cours de la séance du conseil d'administration, en vue de désigner un représentant des enseignants-chercheurs du conseil d'administration de l'université de La Rochelle, pour siéger en qualité de représentant titulaire du personnel, dans le groupe 3 (personnels des bibliothèques et musées) catégorie C de la commission paritaire d'établissement (CPE),

ARRÊTE

Article 1 – Désignation des représentants de l'établissement

Siègent à la commission paritaire d'établissement (CPE) de l'université de La Rochelle en qualité de représentants de l'établissement :

Représentants titulaires de l'établissement
Jean-Marc OGIER, président de l'université
Marlène BARBOTIN, directrice générale des services
Isabelle WIART, adjointe à la directrice générale des services et directrice des ressources humaines (DRH)
Sylvie FAYET, directrice du service commun de documentation (SCD)
Diego JARAK, directeur de l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, Langues, Arts et Sciences Humaines (FLASH)
Francis FORBEAU, directeur du système d'information (DSI)
Christian INARD, directeur de l'UFR sciences et technologies (FST)
Cyrille BARTHELEMY, directeur de l'institut universitaire de technologie (IUT)
Marie-Grâce TEIXEIRA, responsable administrative et financière de l'UFR sciences et technologies (FST)
Nathalie CADILHAC-GALLERENT, responsable administrative et financière de l'UFR Droit, de Science Politique et de Gestion (FDSPG)
Annaïg RABAH, responsable administrative et financière de l'institut universitaire de technologie (IUT)
Luc COSTEDOAT, responsable du service de la gestion immobilière et technique (SGIT)
Lucie VAUCEL, responsable de la cellule ingénierie de projets et conventions
Représentants suppléants de l'établissement
Jeanne LALLEMENT, vice-présidente du conseil d'administration
Xavier FEAUGAS, vice-président de la recherche
Jean-Michel CAROZZA, vice-Président de la formation et de la vie universitaire
Thierry POULAIN-REHM, doyen de l'UFR Droit, Science Politique et de Gestion (FDSPG)
Maëlle CROSSE, responsable du service des pédagogies innovantes (SPI)
Julien SAMPEDRO, vice-président handicap et directeur du service universitaire des activités physiques sportives et d'expression (SUAPSE)
Jean-Michel BRUN, agent comptable
Philippe LE GOC, directeur des études et de la vie universitaire (DEVU)
Stéphane AYMARD, directeur des relations internationales (DRI)
Aline AUTISSIER, responsable du service d'aide au pilotage (SAP)
Myriam CHEMINADE, responsable du service hygiène, sécurité, environnement (SHSE)
Laurent HUE, responsable du service des études et de la vie étudiante (SEVE)
Amélie BOUCHAUD, responsable du service emplois, recrutements, formation, compétences

Article 2 – Désignation des représentants du personnel

Siègent à la commission paritaire d'établissement (CPE) de l'université de La Rochelle en qualité de représentants du personnel :

Groupe 1 (ITRF, sociaux et santé)	
Catégorie A	
Représentants titulaires du personnel	**Représentants suppléants du personnel**
Patrick JANVRESSE	Hugues VILLESUZANNE
Amandine COURTADON	Brigitte ALBERT-TARRICQ
Catégorie B	
Représentants titulaires du personnel	**Représentants suppléants du personnel**
Eric GUÉRIN	Christophe CLAUDON
Jean-François MEUSNIER	Meriem ZAHZAH
Catégorie C	
Représentantes titulaires du personnel	**Représentantes suppléantes du personnel**
Isabelle MARCHESSEAU	Brigitte BELLAVOINE
Karine PLANCHET	Catherine COURTEL
Groupe 2 (AENES)	
Catégorie A	
Représentante titulaire du personnel	**Représentante suppléante du personnel**
Cécile HARDY-RADENAC	Sylvie DEBIAIS
Catégorie B	
Représentant titulaire du personnel	**Représentante suppléante du personnel**
Didier THIBAUT	Catherine VIALLE-TURPIN
Catégorie C	
Représentantes titulaires du personnel	**Représentantes suppléantes du personnel**
Valérie BURLET	Sylviane PICQ
Géraldine PAUTROT	Stéphanie PINAUD

Groupe 3 (Personnels des bibliothèques et musées)	
Catégorie A	
Titulaire	**Suppléant**
Suzanne BELLANDE	Raoul WEBER
Catégorie B	
Titulaire	**Suppléante**
Florence POURADIER	Anne-Cécile SEGURA
Catégorie C	
Titulaire	**Suppléante**
Isabelle SUEUR	Valérie LORAND

Article 3 – Abrogation de l'arrêté 2017-367 du 31 août 2017
L'arrêté n° 2017-367 du 31 août 2017 portant désignation des représentant·e·s de l'administration et des représentant·e·s des personnels à la commission paritaire d'établissement de l'université de La Rochelle est abrogé.

Article 4 – Mesures d'exécution et de publicité
La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 19 décembre 2018.

Le président

Jean-Marc OGIER

Arrêté n° 2018-714 du 19 décembre 2018 portant abrogation de la délégation de signature en matière financière n° 2017-525 (Yonghae Kwon)

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2, dernier alinéa et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'université,
Vu l'arrêté n° 2017-525 du 6 octobre 2017 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Yonghae Kwon),

ARRÊTE

Article 1 – Abrogation de la délégation de signature
L'arrêté n° 2017-525 du 6 octobre 2017 portant délégation de signature financière pour les opérations de validation électronique, de visa et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'ULR (Yonghae Kwon) est abrogé.

Article 2 – Mesures d'exécution et de publicité
La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 19 décembre 2018

Le président

Jean-Marc Ogier

Copie à l'intéressé
Copie à l'agent comptable